

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

1^{er} AVRIL 1999

PROJET DE LOI

**relatif aux sanctions administratives
dans les communes**

PROPOSITION DE LOI

**insérant un article 134^{ter} dans
la nouvelle loi communale**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR M. **Daniël VANPOUCKE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi et la proposition de loi jointe (Règlement, article 17.3) au cours de ses réunions des 10, 17 et 31 mars 1999.

(1) Composition de la commission : p. 2.

Voir :

- **2031 - 98 / 99 :**

- N° 1 : Projet de loi.
- N°s 2 et 3 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 5 : Texte adopté par la commission.

- **1277 - 97 / 98 :**

- N° 1 : Proposition de loi de M. de Donnée.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

1 APRIL 1999

WETSONTWERP

**tot invoering van gemeentelijke
administratieve sancties**

WETSVOORSTEL

**tot invoering van een artikel 134^{ter} in
de nieuwe gemeentewet**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER
Daniël VANPOUCKE

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft onderhavig wetsontwerp en het eraan toegevoegde wetsvoorstel (artikel 17.3 van het Reglement) besproken tijdens haar vergaderingen van 10, 17 en 31 maart 1999.

(1) Samenstelling van de commissie : blz. 2.

Zie :

- **2031 - 98 / 99 :**

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

- **1277 - 97 / 98 :**

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer de Donnée.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

À la réunion du 31 mars 1999, le gouvernement était représenté par le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale, qui remplaçait le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Le projet de loi à l'examen a pour objet de permettre aux communes de faire sanctionner les infractions à leurs règlements et ordonnances sur le plan administratif.

Actuellement, l'article 119 de la nouvelle loi communale permet aux communes de statuer des peines de police contre les infractions à leurs ordonnances. Il s'agit toutefois d'affaires mineures au regard de l'ensemble du dispositif pénal. On constate dès lors dans la pratique que, si de telles infractions font l'objet de procès-verbaux, il est toutefois rare que ces derniers débouchent sur une condamnation de l'intéressé. Le ministère public comme le juge de police ont d'autres priorités, ce qui est d'ailleurs normal. Cette situation a comme conséquence perverse de priver de fait les communes de la possibilité de faire respecter leurs ordonnances de police.

C'est pourquoi le projet de loi à l'examen permet aux communes de prévoir, outre des sanctions pénales, des sanctions administratives qui feront l'objet d'une procédure administrative particulière. Cette possibilité doit permettre aux administrations locales de réagir plus rapidement et plus énergiquement aux formes mineures de criminalité et aux problèmes de nuisance, qui, comme l'a d'ailleurs révélé une enquête sur la sécurité, organisée en 1997 et 1998

(1) Composition de la commission :

Président : M. Janssens (Ch.).

A. — Membres titulaires :	B. — Membres suppléants :
C.V.P. MM. Brouns, De Crem, Mme Hermans, M. Vanpoucke.	MM. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Overberghe.
P.S. MM. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).	MM. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.
V.L.D. MM. Cortois, Smets, Mme Van den Poel-Welkenhuyzen.	MM. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.
S.P. MM. Van Gheluwe, Vanvelthoven.	MM. Delathouwer, Mahassine, Vande Lanotte.
P.R.L.-MM. D'hondt (D.), Moer- F.D.F. man.	Mme Cornet, M. de Donnée, Mme Herzet.
P.S.C. M. Detremmerie.	MM. Fournaux, Lefevre.
VI. M. De Man.	MM. Huysentruyt, Lowie.
Blok	
Agalev/M. Viseur (J.-P.).	MM. Tavernier, Wauters.
Ecolo	

C. — Membres sans voix délibérative :

V.U. M. Van Hoorebeke.
Indép. Mme Bastien.

Op de vergadering van 31 maart 1999 was de regering vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie, *loco* de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Huidig wetsontwerp heeft tot doel de gemeenten de mogelijkheid te bieden om de overtredingen op hun reglementen en verordeningen ook administratiefrechtelijk te laten afhandelen.

Vandaag kunnen de gemeenten, op grond van artikel 119 van de nieuwe gemeentewet, politiestrafen stellen op hun verordeningen. Binnen het gehele kader van de strafrechtelijke handhaving gaat het hier echter om weinig ernstige zaken. In de praktijk stelt men dan ook vast dat, indien er door de politie al processen-verbaal worden opgesteld op grond van dergelijke overtredingen, de kans echter miniem is dat dergelijk proces-verbaal uiteindelijk resulteert in een veroordeling van betrokkene. Zowel het openbaar ministerie als de politierechter hebben, overigens terecht, andere prioriteiten. Dit alles heeft wel het perverse gevolg dat de gemeenten *de facto* ontdaan worden van de mogelijkheid om hun politieverordeningen afdwingbaar te maken.

Daarom biedt het ontwerp de gemeenten de mogelijkheid om, naast strafrechtelijke sancties, ook administratieve sancties te voorzien die dan worden afgehandeld via een bijzondere administratieve procedure. Dit moet toelaten dat de lokale besturen vlugger en slagvaardiger zouden kunnen optreden tegen allerlei vormen van minder belangrijke criminaliteit en overlastproblemen, die, zoals trouwens gebleken is uit de in 1997 en 1998 door het ministerie

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Janssens (Ch.).

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Brouns, De Crem, Mevr. Hermans, H. Vanpoucke.	HH. Cauwenberghs, Tant, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Overberghe.
P.S. HH. Canon, Dufour, Janssens (Ch.).	HH. Demotte, Meureau, Minne, Toussaint.
V.L.D. HH. Cortois, Smets, Mevr. Van den Poel-Welkenhuyzen.	HH. Dewael, Eeman, Huts, Taelman.
S.P. HH. Van Gheluwe, Vanvelthoven.	HH. Delathouwer, Mahassine, Vande Lanotte.
P.R.L.-HH. D'hondt (D.), Moer- F.D.F. man.	Mevr. Cornet, H. de Donnée, Mevr. Herzet.
P.S.C. H. Detremmerie.	HH. Fournaux, Lefevre.
VI. H. De Man.	HH. Huysentruyt, Lowie.
Blok	
Agalev/H. Viseur (J.-P.).	HH. Tavernier, Wauters.
Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

V.U. H. Van Hoorebeke.
Onafh. Mevr. Bastien.

par le ministère de l'Intérieur, créent un réel sentiment d'insécurité.

Pour ce faire, tant le traitement pénal que le traitement administratif sont regroupés dans un article 119*bis* (nouveau) de la nouvelle loi communale. Aucune modification n'est apportée en ce qui concerne le traitement pénal. Les dispositions y afférentes sont reprises textuellement de l'ancien article 119. Le projet a pour but, non pas de révolutionner, mais de faire évoluer la politique locale en matière de sécurité.

La loi contient une énumération limitative des sanctions administratives. Il s'agit de l'amende s'élevant au maximum à 10 000 francs, de la suspension ou du retrait d'une autorisation ou permission et de la fermeture d'un établissement. Les infractions doivent être constatées par un fonctionnaire de police. On songe plus particulièrement ici aux agents auxiliaires qui, en vertu de l'article 217 de la nouvelle loi communale, sont compétents en matière de contrôle du respect des ordonnances de police communale.

Il est important que l'on ne puisse pas infliger, dans le cadre d'un règlement, à la fois une sanction pénale et une sanction administrative pour les mêmes infractions. Les communes doivent opérer un choix. En dépit de cette règle, il peut toutefois y avoir, dans certains cas, en particulier lorsque les mêmes faits relèvent de qualifications différentes, concours entre une sanction administrative et une sanction pénale. Dans un tel cas, le projet à l'examen donne la préférence à la sanction pénale : ce n'est que si le procureur du Roi décide de ne pas poursuivre que le fonctionnaire peut traiter l'affaire au niveau administratif.

L'amende est infligée par un fonctionnaire désigné par la commune. Celui-ci est donc un autre fonctionnaire que celui qui a constaté l'infraction. Ce fonctionnaire peut être un fonctionnaire communal mais les petites communes peuvent opter pour un fonctionnaire provincial. La sanction ne peut être imposée qu'à condition de suivre une procédure détaillée qui contient toutes les garanties possibles en matière des droits de défense. La procédure a été calquée sur celle prévue à la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matchs de football.

Le fonctionnaire est tenu d'informer le contrevenant par envoi recommandé des faits qui donnent lieu à l'imposition d'une sanction ainsi que de l'intention du fonctionnaire d'imposer une sanction. Une copie du constat sera jointe à ce courrier. Le contrevenant a le droit de consulter son dossier, il peut se faire assister ou représenter par un conseil et il a la possibilité d'exposer ses moyens de défense. Le contrevenant dispose de quinze jours pour réagir. Ce n'est que passé ce délai que le fonctionnaire pourra procéder à l'imposition de la sanction. Celle-ci doit être imposée dans un délai de six mois de façon à

van Binnenlandse Zaken georganiseerde veiligheidsenquête, wel degelijk zorgen voor een reëel onveiligheidsgevoel bij de burger.

Om dit te realiseren worden zowel de strafrechtelijke als de administratieve afhandeling gegroepeerd in een nieuw artikel 119*bis* van de nieuwe gemeentewet. Aan de strafrechtelijke afhandeling wordt niets gewijzigd. Zij werd tekstueel overgenomen uit het vroegere artikel 119. Op die wijze wil het ontwerp geen revolutie maar eerder een evolutie bewerkstelligen van het lokale beleid inzake veiligheid.

De administratieve sancties worden limitatief opgesomd in de wet. Het betreft de geldboete met een maximum van 10 000 frank, de schorsing of de intrekking van een vergunning en de sluiting van een instelling. De overtredingen moeten worden vastgesteld door een politieambtenaar. In het bijzonder wordt hierbij ook gedacht aan de hulpagenten die krachtens artikel 217 van de nieuwe gemeentewet bevoegd zijn om toe te zien op de naleving van de gemeentelijke politieverordeningen.

Het is belangrijk te onderstrepen dat, in een reglement, eenzelfde inbreuk niet gelijktijdig kan worden bestraft met een strafrechtelijke en een administratieve sanctie. De gemeenten moeten dus een keuze maken. Ondanks deze regel is er in sommige gevallen toch samenloop mogelijk tussen een administratieve sanctie en een strafrechtelijke overtreding, met name in het geval waarbij dezelfde feiten onder verschillende kwalificaties vallen. In dat geval geeft het ontwerp de voorrang aan de strafrechtelijke afhandeling : enkel indien de procureur des Konings beslist om niet over te gaan tot vervolging, heeft de ambtenaar de bevoegdheid om de zaak administratief af te handelen.

De geldboete wordt opgelegd door een door de gemeente aangewezen ambtenaar. Het betreft dus een andere ambtenaar dan die welke de overtreding heeft vastgesteld. Daarbij kan het om een gemeenteamtenaar gaan, maar de kleine gemeenten kunnen voor een provincieambtenaar kiezen. De straf kan pas worden opgelegd als een gedetailleerde procedure wordt gevolgd die alle mogelijke waarborgen op het stuk van de rechten van verdediging biedt. Die procedure werd overgenomen van die waarin de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden voorziet.

De ambtenaar is verplicht de overtreder bij ter post aangetekende brief in kennis te stellen van de feiten die aanleiding hebben gegeven tot de straf, alsmede van het voornemen van de ambtenaar een straf op te leggen. Bij die brief wordt een afschrift van de vaststelling gevoegd. De overtreder heeft het recht zijn dossier in te zien, hij mag zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman en hij beschikt over de mogelijkheid zijn middelen van verweer uiteen te zetten. De overtreder beschikt over vijftien dagen om daarop te reageren. Pas nadat die termijn verstreken is, kan de ambtenaar de straf

créer un délai de prescription court qui correspond d'ailleurs à celui prévu au Code de procédure pénale pour les contraventions. Le projet prévoit également une procédure d'appel. Le contrevenant peut dans le mois se pourvoir en appel devant le juge de police qui pourra juger de la légalité et de la proportionnalité de la sanction imposée. Le juge de police ne pourra toutefois pas juger de l'opportunité d'imposer une sanction et ne disposera alors que d'un contrôle marginal. La manière de percevoir les sanctions administratives sera réglée par arrêté royal mais le projet de loi stipule bien qu'elles sont perçues au profit des communes.

La suspension ou le retrait d'une autorisation ou la fermeture d'un établissement ne sont pas imposés par le fonctionnaire mais par le collège des bourgmestre et échevins. Ces sanctions sont susceptibles de l'appel normal devant le Conseil d'État.

Enfin, le projet élargit le champ d'application des compétences des conseils communaux en matière de police. On constate en effet qu'il n'est pas toujours accepté que certaines formes de dérangement aient un impact sur l'ordre public. Voilà pourquoi l'article 135, § 2, est complété d'une disposition permettant aux conseils communaux de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris des ordonnances de police, pour combattre ces formes de dérangement.

II. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI JOINTE

M. de Donnée explique qu'il arrive fréquemment que des activités licites ou illicites perturbent gravement l'ordre public aux abords d'un bâtiment ou d'un terrain où sont organisées des activités parfaitement légales.

La nouvelle loi communale ne permet toutefois pas au bourgmestre d'intervenir avec fermeté dans de telles situations, à moins de faire intervenir chaque fois les forces de l'ordre.

Afin de pouvoir remédier à cette situation, l'auteur propose d'inscrire, par analogie, dans la législation belge l'article 174A de la loi communale néerlandaise. Cette disposition accorde au bourgmestre des pouvoirs supplémentaires afin — comme le lui impose l'article 135, § 2, de la nouvelle loi communale belge — de faire respecter la sûreté et la tranquillité dans les rues et lieux publics.

L'intervenant se dit prêt à présenter sa proposition de loi sous la forme d'un amendement au projet de loi à l'examen.

opleggen. Die straf moet binnen een termijn van zes maanden worden opgelegd, zodat een korte verjaaringstermijn wordt ingesteld, die overigens overeenstemt met de termijn waarin het Wetboek van strafvordering voorziet voor de overtredingen. Het ontwerp voorziet tevens in een beroepsprocedure. De overtreder kan binnen een maand beroep aantekenen bij de politierechter die dan kan oordelen of de straf in verhouding staat tot de overtreding en of ze wettig is. De politierechter kan evenwel geen uitspraak doen over de wenselijkheid om een straf op te leggen, en zal dan ook maar een marginale controle kunnen uitoefenen. De wijze om administratieve geldboetes te innen zal bij koninklijk besluit worden geregeld, maar het wetsontwerp bepaalt wel degelijk dat ze ten gunste van de gemeenten worden geïnd.

De opschorting of de intrekking van een vergunning dan wel de sluiting van een inrichting worden niet door de ambtenaar, maar door het college van burgemeester en schepenen opgelegd. Tegen die straffen kan de normale beroepsprocedure bij de Raad van State worden ingeleid.

Ten slotte breidt het ontwerp de toepassings sfeer van de bevoegdheden van de gemeenteraden in politieaangelegenheden uit. Men stelt immers vast dat niet steeds wordt aanvaard dat sommige vormen van overlast een invloed op de openbare orde hebben. Daarom wordt artikel 135, § 2, aangevuld met een bepaling die de gemeenteraden in staat stelt alle nodige maatregelen — met inbegrip van politieverordeningen — te nemen om die vormen van overlast te bestrijden.

II. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE INDIENER VAN HET TOEGEVOEGDE WETSVORSTEL

De heer de Donnée stelt dat er rond een gebouw of een erf, waar er overigens perfect legale activiteiten ingericht worden, vaak al dan niet geoorloofde dingen gebeuren die de openbare orde ernstig verstoren.

De nieuwe gemeentewet laat het de burgemeester echter niet toe om hiertegen krachtdadig op te treden tenzij hij telkens weer de ordehandhavers laat aanrukken.

Teneinde deze toestand te kunnen rechtzetten, stelt de indiener voor om *mutatis mutandis* artikel 174A van de Nederlandse gemeentewet over te nemen. Deze bepaling kent bijkomende bevoegdheden toe aan de burgemeester om — zoals artikel 135, § 2, van de Belgische nieuwe gemeentewet het hem opdraagt — de veiligheid en de rust in de straten en op de openbare plaatsen te doen naleven.

De spreker verklaart bereid te zijn om zijn wetsvoorstel onder de vorm van een amendement op het voorliggende wetsontwerp in te dienen.

III. — DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Projet de loi relatif aux sanctions administratives dans les communes

1. Observations des membres

M. Van Gheluwe fait observer que beaucoup de communes, même si elles ont arrêté des règlements concernant toutes sortes de nuisances, sont souvent insuffisamment armées pour obtenir des résultats significatifs. Il arrive en effet trop souvent que le procureur du Roi ne donne pas suite aux procès-verbaux.

Le suraffichage et l'affichage à des endroits non prévus à cet effet, les dépôts clandestins, etc., constituent des formes fréquentes de nuisances.

Le projet de loi à l'examen permettra à l'administration communale de verbaliser et d'infliger aux contrevenants une sanction administrative adéquate, en respectant évidemment les droits de la défense et en prévoyant une possibilité de recours auprès du tribunal de police.

Cette sanction ne court-circuite nullement le pouvoir judiciaire, le procureur du Roi pouvant toujours décider au préalable d'ouvrir une enquête judiciaire et, éventuellement, d'engager des poursuites, auquel cas la sanction administrative serait caduque.

Toute décision de fermeture prise par le bourgmestre doit être confirmée par le collège des bourgmestre et échevins.

L'intervenant souhaiterait toutefois encore obtenir des précisions sur deux points :

1. Quels fonctionnaires pourront mener la procédure administrative et infliger dès lors une sanction ? Les fonctionnaires communaux ou provinciaux ?

2. Une commune peut-elle déroger, sur la base du projet de loi à l'examen, à la réglementation normale en matière de magasins de nuit et imposer une heure de fermeture en cas de nuisances ?

L'intervenant songe à cet égard, par exemple, aux magasins de tabac qui sont ouverts la nuit à La Panne, aux alentours desquels ce sont principalement de jeunes Britanniques qui provoquent des nuisances particulièrement irritantes de tous ordres.

*
* *

M. Viseur est plutôt favorable au projet de loi à l'examen, essentiellement parce qu'il peut permettre de sanctionner le comportement indiscipliné et asocial de certains de nos concitoyens. Il faut toutefois être conscient qu'il ne s'impose de prendre les mesures proposées — qui apportent peut-être une solution pratique — qu'en raison des carences de notre appareil judiciaire. De très nombreux procès-ver-

III. — ALGEMENE BESPREKING

A. Wetsontwerp tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties

1. Opmerkingen van de leden

Hoewel vele gemeenten reglementeringen hebben uitgevaardigd met betrekking tot allerlei vormen van overlast, zijn ze, aldus *de heer Van Gheluwe*, vaak onvoldoende gewapend om op een efficiënte wijze resultaten te boeken. Aan al te veel processen-verbaal wordt door de procureur des Konings immers geen gevolg verleend.

Veel voorkomende vormen van overlast zijn het overplakken en aanplakken van affiches op niet daartoe voorziene plaatsen, sluikstortingen en dergelijke.

Voorliggend wetsontwerp zal het gemeentebestuur in staat stellen, zowel om te verbaliseren, als om aan de overtreders een gepaste administratieve sanctie op te leggen, met respect uiteraard voor de rechten van de verdediging en een beroepsmogelijkheid voor de politierechtbank.

Deze sanctie schakelt in geen geval de justitiële macht uit, aangezien de procureur des Konings steeds als eerste kan beslissen om tot een gerechtelijk onderzoek en gebeurlijke vervolging over te gaan, waardoor de administratieve sanctie komt te vervallen.

Een eventuele sluitingsbeslissing van de burgemeester dient door het college van burgemeesters en schepenen te worden bekrachtigd.

Toch wenst de spreker nog twee verduidelijkingen :

1. Welke ambtenaren komen in aanmerking om de administratieve procedure te voeren en derhalve een sanctie op te leggen ? Gaat het om gemeentelijke of provinciale ambtenaren ?

2. Kan een gemeente, op basis van dit ontwerp, afwijken van de normale regelgeving inzake nachtwinkels en een sluitingsuur opleggen ingeval van overlast ?

Gedacht wordt hierbij aan bijvoorbeeld de 's nachts geopende tabakswinkels in De Panne, waar voornamelijk Britse jongeren in de omgeving veel irritante vormen van overlast veroorzaken.

*
* *

De heer Viseur staat veeleer gunstig ten opzichte van onderhavig wetsontwerp, vooral omdat het er kan toe bijdragen het ongedisciplineerd en a-sociaal optreden van sommige medeburgers te sanctioneren. Men dient er zich echter bewust van te zijn dat de voorgestelde maatregelen — die wellicht een werkbare oplossing aanreiken — zich enkel opdringen ten gevolge van het in gebreke blijven van ons justi-

baux concernant diverses formes de nuisances sont en effet classés sans suite par les parquets.

Le système de sanctions administratives communales qui est proposé présente toutefois certains dangers, tels qu'un arbitraire éventuel ou l'application d'une sanction disproportionnée par rapport aux faits commis.

Le nouveau système devra par conséquent être évalué après un certain temps. Enfin, la faculté d'infliger des sanctions administratives ne doit pas avoir pour finalité d'alimenter les caisses communales.

*
* *

M. Van Hoorebeke estime, lui aussi, que le projet à l'examen permet de répondre aux besoins des communes : il dote en effet les autorités communales d'un instrument pour lutter contre certaines formes irritantes de nuisances. Il partage le point de vue de l'intervenant précédent selon lequel certains problèmes résultent des carences des parquets en matière de poursuites.

Le projet doit toutefois être traité avec la prudence qui s'impose, étant donné les effets considérables que peuvent avoir les interventions proposées (amendes administratives, suspension et retrait de licence, fermeture d'établissements).

Il faut dès lors prévoir suffisamment de garanties en ce qui concerne les droits de la défense : dans certains cas (par exemple, les fermetures) le pouvoir de sanctionner est, en effet, exercé par le collège des bourgmestre et échevins, c'est-à-dire un organe politique par excellence, qui n'offre pas les mêmes garanties d'indépendance qu'un tribunal.

L'idée évoquée précédemment à propos de la possibilité de fermer des magasins de nuit va sans doute trop loin. On se tromperait en l'occurrence de cible, étant donné que les nuisances sont généralement imputables aux seuls clients.

L'option suggérée dans le commentaire des articles de mettre éventuellement en place des bureaux d'encaissement pour la perception des amendes administratives ne paraît pas opportune. Cette tâche appartient plutôt aux huissiers de justice.

Enfin, l'ouverture d'une information ou d'une instruction par le procureur du Roi ne peut entraîner automatiquement, à un stade ultérieur — c'est-à-dire après un éventuel classement judiciaire du dossier —, l'impossibilité d'infliger une amende administrative.

Une telle situation pourrait en effet permettre de contourner le système proposé.

*
* *

tieel apparaat. Zeer vele processen-verbaal, opgesteld naar aanleiding van allerlei vormen van overlast, worden immers door de parketten zonder gevolg geklasseerd.

Het voorgestelde systeem van gemeentelijke administratieve sancties is evenwel niet geheel van gevaren ontbloot; men denke hierbij aan mogelijke willekeur of het opleggen van een sanctie die buiten verhouding staat tot de gepleegde feiten.

Het nieuwe systeem zal bijgevolg na enige tijd aan een evaluatie toe zijn. Ten slotte mag de mogelijkheid voor gemeenten om administratieve sancties op te leggen, niet op het stijven van de gemeentekas gericht zijn.

*
* *

Ook *de heer Van Hoorebeke* meent dat men met dit ontwerp tegemoetkomt aan de noden van onze gemeenten : het reikt de gemeentelijke overheden immers een instrument aan tegen bepaalde irritante vormen van overlast. Net als vorige spreker is ook hij van oordeel dat tekortkomingen op het vlak van het vervolgingsbeleid door de parketten aan de basis van sommige moeilijkheden liggen.

Het ontwerp moet evenwel met de nodige omzichtigheid worden behandeld, aangezien de voorgestelde ingrepen (administratieve boetes, schorsing en intrekking van vergunningen, sluiting van instellingen) toch wel vrij verregaand zijn.

Er dient aldus in voldoende waarborgen voor de rechten van de verdediging te worden voorzien : de sanctioneringsbevoegdheid ligt in sommige gevallen (bijvoorbeeld sluitingen) immers bij het college van burgemeesters en schepenen, zijnde een bij uitstek politiek orgaan dat niet dezelfde waarborgen inzake onafhankelijkheid biedt als een rechtbank.

De eerder geopperde idee omtrent de mogelijkheid nachtwinkels te sluiten, gaat wellicht te ver. Men dreigt aldus de verkeerde partij te viseren, aangezien het meestal enkel de cliënten zijn die de overlast veroorzaken.

De in de memorie van toelichting gesuggereerde optie om eventueel incasso-bureaus in te schakelen bij de inning van de administratieve geldboeten, lijkt niet de aangewezen methode. Dat is veeleer een taak die voor gerechtsdeurwaarders is weggelegd.

Ten slotte mag het starten van een opsporings- of gerechtelijk onderzoek door de procureur des Konings niet automatisch, in een later stadium — dit wil zeggen na een eventuele strafrechtelijke seponering van het dossier —, leiden tot de onmogelijkheid om nog een administratieve boete op te leggen.

Dit zou immers van aard kunnen zijn om het voorgestelde systeem te omzeilen.

*
* *

M. Cortois déplore que le Conseil d'État n'ait disposé que d'un bref délai pour rendre un avis sur un projet de loi somme toute relativement important. L'avis n'en contient pas moins un certain nombre d'observations fondamentales au sujet desquelles l'intervenant aimerait connaître la réaction du ministre.

Bien que le régime des sanctions administratives dans les communes comporte assurément des éléments positifs, il convient de faire preuve de toute la prudence requise.

C'est ainsi qu'il s'indique de garantir scrupuleusement les droits de la défense.

L'absence de définition précise de la notion de « dérangement », d'une part, et de distinction adéquate entre cette notion et celle d'« ordre public », d'autre part, sera probablement source d'insécurité juridique.

On risque dès lors de rater l'objectif visé, à savoir sanctionner plus efficacement certains comportements irritants.

*
* *

M. Vanpoucke estime que le projet à l'examen permettra de lutter contre l'impunité dont jouissent certains comportements, impunité qui est favorisée par les nombreuses décisions de classement sans suite prises par le parquet concernant des contraventions aux règlements de police communaux.

Les mesures proposées ne sont cependant pas dépourvues de risques, ainsi qu'il ressort des deux exemples suivants :

1. Les tribunaux de police risquent d'être submergés de recours introduits par des personnes ayant encouru une sanction administrative. Ne conviendrait-il du reste pas, eu égard aux dispositions relatives aux tribunaux de police contenues dans le projet, de consulter la commission de la Justice ?

2. Les amendes administratives seront perçues autrement qu'une sanction pénale.

Il ne sera en effet pas rare que les amendes administratives soient infligées à la suite de plaintes de citoyens individuels, plaintes dont le bien-fondé devra être apprécié par un fonctionnaire ou par le collègue des bourgmestre et échevins. Une mise en garde s'impose à cet égard contre d'éventuelles pratiques de clientélisme de la part de politiques locaux. Ce système se distingue dès lors fondamentalement de la procédure devant une juridiction pénale, le parquet jugeant toujours préalablement, dans ce cas de l'opportunité de poursuivre.

*
* *

M. Ansoms fait observer qu'aux termes de l'article 3, § 2, les communes pourront infliger des sanc-

De heer Cortois betreurt de korte termijn binnen dewelke de Raad van State over dit toch vrij belangrijke wetsontwerp heeft moeten adviseren. Niettemin werden er in het advies een aantal fundamentele bemerkingen geformuleerd, waarop de spreker graag de reactie van de minister had willen vernemen.

Hoewel het systeem van gemeentelijke administratieve sancties zeker positieve elementen bevat, dient men toch de nodige voorzichtigheid aan de dag te leggen.

Zo is het aangewezen scrupuleus de rechten van de verdediging te garanderen.

Men zal wellicht ook rechtsonzekerheid scheppen door het begrip « overlast » onvoldoende te definiëren, enerzijds, en het verschil met de notie « openbare orde » niet adequaat aan te duiden, anderzijds.

Hierdoor dreigt men aan het nagestreefde doel van een efficiëntere sanctionering van bepaalde irritante gedragingen, voorbij te schieten.

*
* *

Volgens *de heer Vanpoucke* bestrijdt men met dit ontwerp de feitelijke straffeloosheid voor bepaalde gedragingen, in de hand gewerkt door het veelvuldig seponeren door het parket van overtredingen tegen gemeentelijke politiereglementen.

Er zijn nochtans een aantal gevaren aan de voorgestelde maatregelen verbonden. Twee voorbeelden :

1. De politierechtbanken dreigen overstelpt te worden met beroepen van personen die een administratieve sanctie opliepen. Dient men trouwens niet het advies van de commissie voor de Justitie in te winnen, gelet op de bepalingen in het ontwerp die op de politierechtbanken betrekking hebben ?

2. Administratieve boetes zullen door de burgers anders worden gevoeld dan een strafrechtelijke sanctie.

Aan de grondslag van administratieve boetes zullen immers niet zelden klachten van individuele burgers liggen, die dan moeten worden beoordeeld door een ambtenaar of door het college van burgemeester en schepenen. Men dient hierbij te waarschuwen voor mogelijk cliëntelisme van lokale politici. Dit systeem is aldus fundamenteel verschillend van de procedure voor een strafrechtbank, waaraan steeds een opportuniteitsoordeel van het parket tot vervolging voorafgaat.

*
* *

Volgens *de heer Ansoms* kunnen de gemeenten, blijkens de libellering van artikel 3, § 2, administra-

tions administratives en cas d'infraction aux règlements et ordonnances complémentaires en matière de circulation, à moins qu'une loi, un décret ou une ordonnance n'en ait prévu. Or, de telles règles complémentaires en matière de circulation sur les voies communales pourraient porter sur les panneaux de signalisation, les interdictions de stationner, etc.

Même s'il est résolument partisan de la dépénalisation des infractions de roulage et d'un traitement administratif accéléré de celles-ci, l'intervenant estime que le projet de loi à l'examen ne constitue pas l'instrument le plus approprié pour réaliser cet objectif.

On risque en effet de se trouver dans une situation très floue, dans laquelle on applique un système différent en matière de sanctions selon le type de voie publique où se trouve l'usager contrevenant.

C'est ainsi que les communes pourraient assortir de sanctions administratives les infractions aux règlements complémentaires de roulage commises sur la voirie communale, alors que cela serait impossible sur une route régionale située à proximité. Il faut même éviter ce type de situation. Quelles seront du reste les implications de ce système sur le permis à points une fois que celui-ci sera en vigueur ?

*
* *

M. Vandeurzen marque son accord sur le principe d'infliger une sanction administrative alternative aux auteurs d'une série de contraventions, à la condition que l'on utilise une procédure standard et que l'on ne laisse pas coexister différents systèmes de sanctions administratives.

Actuellement, cette condition n'est pas remplie. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer le système de sanctions administratives qui est utilisé dans la loi relative à la sécurité des matches de football et celui que prévoit la loi en projet. On constate, par exemple, que :

— selon la loi relative à la sécurité des matches de football, les fonctionnaires compétents doivent motiver l'infliction d'une amende administrative, ce qui n'est pas le cas dans la loi en projet;

— le juge de police devant lequel le recours est formé, conformément aux dispositions de la loi relative à la sécurité des matches de football, peut apprécier les faits quant au fond, tandis que, selon les dispositions de la loi en projet, il ne peut qu'apprécier la légalité et la proportionnalité de l'amende imposée.

Ces deux systèmes n'ont donc nullement été conçus selon un schéma et une logique identiques. Il sera sans doute également nécessaire d'adapter le Code judiciaire, étant donné qu'à l'heure actuelle, il ne prévoit pas d'intervention du juge de police en tant qu'instance d'appel.

*
* *

tieve sancties stellen op overtredingen van gemeentelijke aanvullende verkeersreglementen en -verordeningen, tenzij een wet, decreet of ordonnantie daarin reeds heeft voorzien. Zulke aanvullende reglementering inzake verkeer op gemeentewegen zou kunnen slaan op verkeersborden, parkeerverboden en dergelijke.

Hoewel de spreker zich een absoluut voorstander betoont van de depenalisering van verkeersovertredingen en een snellere administratieve afhandeling ervan, meent hij niet dat onderhavig wetsontwerp daartoe het meest geëigende instrument is.

Men dreigt inderdaad in een zeer onoverzichtelijke toestand terecht te komen, waarbij een ander systeem inzake sancties van toepassing is, alnaargelang het type openbare weg waar de verkeersdeelnemer zich bevindt.

Aldus zouden gemeenten administratieve sancties kunnen stellen op overtredingen van aanvullende verkeersreglementen op gemeentewegen, terwijl zulks op een nabijgelegen gewestweg onmogelijk is. Zulke situaties dient men liefst te voorkomen. Welke zouden overigens de implicaties zijn van dit systeem op het rijbewijs met strafpunten, eens dit in voege treedt ?

*
* *

Het principe van een alternatieve, administratieve beteugeling van allerhande overtredingen draagt de goedkeuring weg van *de heer Vandeurzen*. Voorwaarde is wel dat men een standaardprocedure hanteert en niet verschillende systemen van administratieve sanctionering naast mekaar laat bestaan.

Hieraan wordt momenteel niet voldaan. Om dit aan te tonen, volstaat het om het systeem van administratieve sanctionering in de zogenaamde « voetbalwet » te vergelijken met dat van onderhavig ontwerp. Men stelt dan bijvoorbeeld vast dat :

— volgens de voetbalwet de bevoegde ambtenaren het opleggen van een administratieve boete dienen te motiveren, hetgeen in dit ontwerp niet het geval is;

— de in beroep optredende politierechter, overeenkomstig het bepaalde in de voetbalwet, in de beoordeling van de feiten kan treden, terwijl hij volgens dit ontwerp enkel de wettigheid en de proportionaliteit van de opgelegde boete kan beoordelen.

Er is dus helemaal geen sprake van een zelfde stramien en logica in de opbouw van beide systemen. Wellicht is het ook noodzakelijk om het Gerechtelijk Wetboek aan te passen, aangezien daarin momenteel niet voorzien is in het optreden van de politierechter als een beroepsinstantie.

*
* *

M. D'hondt constate que le projet de loi à l'examen s'inscrit dans une tendance, qui veut que l'on attribue de plus en plus de compétences au niveau communal. Cette tendance s'est également manifestée lors des discussions relatives à la réforme des services de police et à la responsabilisation des bourgmestres et de la police zonale qui est prévue dans ce cadre.

Cette évolution justifiée est peut-être due à la prise de conscience du fait qu'étant donné qu'il est proche du citoyen, le pouvoir local est sans doute le niveau de pouvoir le plus qualifié pour réprimer rapidement certaines infractions. En d'autres termes, il ne faut pas considérer le projet à l'examen uniquement comme une réaction face à la défaillance des parquets en la matière.

Force est d'ailleurs, malheureusement, de constater à cet égard que les parquets interviennent plutôt à la suite des plaintes de particuliers ou d'entreprises qu'à la suite de procès-verbaux dressés par les pouvoirs publics pour des atteintes à l'intérêt général.

Il est dès lors irréaliste de supposer que les parquets useront dans une large mesure de la faculté qu'ils ont de se saisir, dans un délai d'un mois, d'affaires passibles d'une sanction administrative.

Il convient, dans le cadre de la mise sur pied d'un système de sanctions administratives, de prêter suffisamment attention à la question des droits de la défense ainsi qu'à celle des possibilités de recours pour l'auteur de l'infraction.

*
* *

M. Detremmerie estime que, même si elles ne sont sans doute pas parfaites, les propositions formulées ont en tout cas le mérite d'exister. Il demande dès lors qu'elles soient adoptées rapidement et qu'elles fassent l'objet de l'évaluation et, éventuellement, des corrections qui s'imposent. Le système proposé est de nature à fournir aux communes des armes plus efficaces pour lutter contre toutes sortes de nuisances, devant lesquelles elles sont souvent désarmées à l'heure actuelle. Il offre en outre l'avantage de réduire le délai s'écoulant entre le moment où l'infraction est commise et celui où elle est sanctionnée, sans pour autant porter atteinte aux possibilités de recours. S'il s'écoule beaucoup de temps entre l'infraction et la sanction, cette dernière perd tout son sens.

Il faut également se féliciter des dispositions permettant de fermer certains établissements (par exemple, les dancings) en cas de nuisances. Actuellement, un bourgmestre est pratiquement dans l'impossibilité de procéder à une telle fermeture, étant donné qu'il doit, pour ce faire, invoquer la notion, plus restrictive, de trouble de l'ordre public et que les décisions de fermeture sont généralement attaquées par toutes sortes de voies procédurales.

De heer D'hondt stelt vast dat dit ontwerp zich inschrijft in de tendens om steeds meer bevoegdheden toe te kennen aan het gemeentelijk niveau. Deze tendens kwam ook tot uiting bij de besprekingen inzake de hervorming van de politiediensten en de daar voorziene responsabilisering van de burgemeesters en de zonale politie.

Deze gerechtvaardigde evolutie is wellicht te danken aan de bewustwording dat het lokale bestuursniveau, gelet op de geringe afstand ten opzichte van de burger, misschien wel het meest geëigende niveau is om ook snel bepaalde overtredingen te beteugelen. Men mag het met andere woorden niet enkel beschouwen als een reactie op het in gebreke blijven van parketten terzake.

In dit verband moet men trouwens spijtig genoeg vaststellen dat parketten veeleer optreden ingevolge klachten van particulieren of ondernemingen, dan wel ingevolge processen-verbaal van overheden, omwille van inbreuken tegen het algemeen belang.

Het is dan ook onrealistisch te veronderstellen dat de parketten veel gebruik zullen maken van de mogelijkheid om, binnen de termijn van één maand, zaken waarop ook een administratieve sanctie staat, naar zich toe te trekken.

Bij het opzetten van een systeem van administratieve sanctionering dient men wel voldoende aandacht te besteden aan zowel de rechten van de verdediging als aan de beroepsmogelijkheden in hoofde van de overtreder.

*
* *

Ook wanneer de onderhavige voorstellen misschien niet perfect zijn, hebben ze, volgens *de heer Detremmerie*, alleszins de verdienste te bestaan. Hij bepleit dan ook de snelle goedkeuring ervan, met na verloop van tijd een noodzakelijke evaluatie en eventuele bijstellingen. Het voorgestelde systeem is van aard de gemeenten veel beter te wapenen tegen allerlei vormen van overlast, waar ze momenteel vaak machteloos tegenover staan. Bijkomend voordeel is de reducering van de periode die gelegen is tussen het moment van de overtreding en de bestraffing, zonder evenwel de mogelijkheden inzake beroep te willen aantasten. Een groot tijdsverloop tussen overtreding en opgelegde sanctie, leidt ertoe dat deze laatste van alle zin ontbloeit wordt.

Ook de gecreëerde mogelijkheden inzake het sluiten van bepaalde instellingen (bijvoorbeeld dancings) wegens overlast, dient men toe te juichen. Thans is zulks quasi onmogelijk, omdat een burgemeester zich op het engere begrip van de openbare orde moet beroepen, waarna beslissingen meestal via allerhande procedures worden aangevochten.

2. Réponses du ministre

Le ministre se félicite de l'accueil positif réservé au projet par la plupart des intervenants.

En réponse aux questions concrètes qui lui ont été posées, il fournit les précisions suivantes :

1. Le Conseil d'État a été saisi d'une demande d'avis urgent sous l'insistance de la commission du Sénat sur la criminalité organisée. Les réponses aux observations formulées dans l'avis précité figurent en annexe du présent rapport.

2. Le classement sans suite de nombreux dossiers par les parquets s'explique sans doute en partie par l'excès de dispositions pénales. Il serait peut-être utile, à l'avenir, de dépenaliser certaines infractions et de leur réserver un traitement administratif.

3. La notion de « dérangements » n'est pas définie de manière explicite dans le projet à l'examen, par analogie, du reste, avec la notion d'« ordre public ».

Il s'agit, en l'espèce, d'un cas typique de notions qui doivent être interprétées de manière évolutive par la jurisprudence.

La notion de « dérangements » est en tout cas plus large que la notion d'« ordre public » et donnera aux communes davantage de possibilités pour intervenir dans certains cas.

Ainsi, bien qu'il doive respecter la réglementation générale relative aux magasins de nuit, le bourgmestre pourra par exemple quand même imposer une heure de fermeture à un magasin pour autant qu'il puisse se fonder sur le nouvel article 134^{ter} proposé de la nouvelle loi communale visant à assurer la protection contre les nuisances.

4. Le système proposé est basé dans une mesure aussi large que possible sur les instruments utilisés dans le cadre de la loi relative à la sécurité lors de matches de football, sans toutefois être identique sur tous les points.

Il serait sans doute souhaitable d'élaborer à l'avenir une loi-cadre relative aux amendes administratives. Cela n'empêche cependant pas que le projet à l'examen puisse déjà, dans sa rédaction actuelle, rendre de grands services aux communes.

5. Rien n'empêche que, certes moyennant rétribution, les petites communes fassent appel à un fonctionnaire provincial pour appliquer la procédure administrative.

6. Les modalités de la perception des amendes administratives devront être précisées par arrêté royal. Il n'est sans doute pas opportun de faire intervenir des bureaux d'encaissement dans la procédure.

7. Après un nouvel examen du problème et étant donné la possibilité de confusion, il faut constater qu'il est effectivement préférable de laisser les réglementations communales complémentaires en matière de circulation hors du champ d'application de la loi.

2. Antwoorden van de minister

De minister verheugt zich over de positieve benadering van dit wetsontwerp door de meeste sprekers.

Met betrekking tot de concrete vragen, reikt hij de volgende elementen van antwoord aan :

1. Er werd om een dringend advies van de Raad van State verzocht, aangezien de senaatscommissie die de georganiseerde criminaliteit in kaart heeft gebracht, in deze op spoed aandrong. De antwoorden op de in het voormelde advies geformuleerde opmerkingen worden als bijlage bij dit verslag gevoegd.

2. Het seponeren van vele dossiers door parketten is wellicht deels te wijten aan een teveel aan strafbepalingen. Het is misschien nuttig om in de toekomst zekere overtredingen te depenaliseren en in een administratieve afhandeling ervan te voorzien.

3. Het begrip « overlast » is inderdaad niet expliciet gedefinieerd in dit wetsontwerp, naar analogie overigens met het begrip « openbare orde ».

Het betreft hier typische begrippen die op een evolutieve wijze door de rechtspraak dienen te worden geïnterpreteerd.

Het begrip « overlast » is in ieder geval ruimer dan het begrip « openbare orde » en zal de gemeenten bijkomende mogelijkheden geven om in bepaalde gevallen op te treden.

Zo zal bijvoorbeeld de burgemeester, alhoewel hij de algemene reglementering inzake nachtwinkels dient na te leven, toch een sluitingsuur aan een winkel kunnen opleggen, voorzover hij zich kan beroepen op het nieuw voorgestelde artikel 134^{ter} van de nieuwe gemeentewet ter bescherming tegen overlast.

4. Het voorgestelde systeem is maximaal geïnspireerd door het in de zogenaamde « voetbalwet » gehanteerde instrumentarium, zonder evenwel op alle punten identiek te zijn.

Het ware wellicht aangewezen om in de toekomst een kaderwet inzake administratieve boetes uit te werken. Dit belet evenwel niet dat dit ontwerp in de huidige vorm reeds nuttige diensten aan de gemeenten kan bewijzen.

5. Niets belet dat de kleinere gemeenten, uiteraard mits de betaling van een vergoeding, beroep doen op een provinciaal ambtenaar om de administratieve procedure af te handelen.

6. De wijze van inning van de administratieve geldboetes zal een koninklijk besluit vereisen. Het is wellicht niet aangewezen om incasso-bureaus in de procedure in te schakelen.

7. Bij nader inzien en gelet op de mogelijke verwarring, is het inderdaad beter de aanvullende gemeentelijke verkeersreglementeringen buiten het toepassingsgebied van de wet te laten.

8. Si le procureur du Roi s'est saisi d'un dossier, mais a ensuite décidé de le classer, il faut qu'une amende administrative puisse encore être infligée.

B. Proposition de loi insérant un article 134^{ter} dans la nouvelle loi communale

1. Observations des membres

M. Van Hoorebeke souscrit à la philosophie de la proposition de loi à l'examen.

Il se demande toutefois s'il ne faudrait pas prévoir une possibilité de recours contre le type proposé de décision du bourgmestre auprès d'une instance autre que le Conseil d'État.

*
* *

M. Viseur craint qu'étant donné que le texte proposé l'autorise à fermer une habitation, le bourgmestre puisse se fonder sur cette disposition pour faire procéder à des expulsions.

2. Réponse de l'auteur

M. de Donnée estime qu'en ce qui concerne la possibilité de recours, il convient de prévoir une procédure analogue à celle prévue aux articles 4 et 5 du projet de loi.

Il estime du reste que cette remarque vaut également en ce qui concerne les droits de la défense.

L'intervenant demande de tenir compte de la rapidité avec laquelle il faut parfois prendre ce genre de décisions.

En ce qui concerne la possibilité de fermer des habitations, il rappelle que la proposition de loi à l'examen a été reprise littéralement du droit néerlandais et qu'il ne peut faire état d'aucune expérience pratique à cet égard. Il serait éventuellement disposé à limiter la possibilité de fermeture aux établissements accessibles au public.

Pour être complet, il souligne toutefois que le bourgmestre peut déjà faire procéder à des expulsions dans des habitations, il est vrai uniquement pour des raisons liées à l'hygiène.

3. Réponse du secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale n'est pas opposé au principe de la proposition de loi à l'examen, mais relève quelques imperfections d'ordre légistique.

8. Wanneer de procureur des Konings een dossier naar zich toe heeft getrokken en nadien toch besluit tot seponering, dient het mogelijk te blijven om vooralsnog een administratieve boete op te leggen.

B. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 134^{ter} in de nieuwe gemeentewet

1. Opmerkingen van de leden

De heer Van Hoorebeke kan zich terugvinden in de filosofie van het voorliggende wetsvoorstel.

Hij vraagt zich echter af of het niet aangewezen is om ook tegen het voorgestelde type van beslissing van de burgemeester een beroepsmogelijkheid te voorzien bij een andere instantie dan de Raad van State.

*
* *

De heer Viseur drukt de vrees uit dat — aangezien de voorliggende tekst de burgemeester machtigt om een woning te sluiten — de mogelijkheid zou worden geschapen om op grond van deze bepaling tot uitzetting over te gaan.

2. Antwoord van de indiener

De heer de Donnée is van oordeel dat er betreffende de mogelijkheid tot hoger beroep een parallellisme ingebouwd dient te worden met de ontworpen artikelen 4 en 5 van het wetsontwerp.

Het bovenstaande dient zijns inziens overigens ook op de rechten van de verdediging toegepast te worden.

De spreker vraagt om rekening te houden met de snelheid waarmee dergelijke beslissingen soms genomen moeten worden.

Betreffende de mogelijke sluiting van woningen herhaalt hij dat de redactie van het voorliggende wetsvoorstel omzeggens *verbatim* uit het Nederlandse recht werd overgenomen en dat hij dienaangaande geen enkele ervaring uit de praktijk kan voorleggen. Hij is evenwel bereid om de mogelijkheid tot sluiting te beperken tot de voor het publiek toegankelijke inrichtingen.

Volledigheidshalve wijst hij er wel op dat een burgemeester nu reeds tot uitzetting uit een woning kan overgaan, zij het omwille van hygiënische redenen.

3. Antwoord van de staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie heeft geen bezwaar tegen het principe van het voorliggende wetsvoorstel maar stelt wel enkele legistiek-technische tekortkomingen vast.

Il souligne toutefois également que le bourgmestre doit pouvoir intervenir rapidement et fermement et estime dès lors qu'il ne convient pas de prévoir de possibilité supplémentaire de recours.

Il souligne, en guise de conclusion, qu'aucune nouvelle procédure n'est prévue dans le chef du Conseil d'État, d'une part, et que cette juridiction a une grande expérience, y compris en référé, de ce genre de recours, d'autre part.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Articles 1^{er} et 2

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 3

§ 1^{er}. Ce paragraphe ne donne lieu à aucune observation.

*
* *

§ 2. *MM. Viseur et Tavernier* présentent un amendement (n° 1, Doc. n° 2031/2) tendant à faire en sorte que le fonctionnaire qui inflige la sanction en question ne soit pas le même que celui qui constate l'infraction.

Bien qu'il estime que le contenu de cet amendement soit l'évidence même, *M. Viseur* estime qu'il est quand même nécessaire d'inscrire dans le texte de la loi en projet la restriction qu'il a également fait valoir lors de l'examen du projet dont est issue la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

MM. Ansoms et Vanpoucke présentent un amendement (n° 6, Doc. n° 2031/2) prévoyant que les règlements relatifs à la police de la circulation routière ne relèvent pas du champ d'application du paragraphe à l'examen.

M. Vanpoucke répète — comme *M. Ansoms* l'a déjà expliqué de manière circonstanciée au cours de la discussion générale — que les rédacteurs du projet à l'examen ont négligé l'incidence de cette disposition sur le trafic.

MM. Ansoms et Vanpoucke présentent un sous-amendement (n° 8, Doc. n° 2031/3) à l'amendement n° 6 tendant à remplacer, dans le texte de l'amendement n° 6, les mots « règlements complémentaires » par les mots « règlements complémentaires en matière de circulation », termes qui correspondent au texte de l'article 2 des lois relatives à la police de la circulation routière.

Hij benadrukt echter evenzeer dat de burgemeester snel en kordaat moet kunnen optreden en is daarom van oordeel dat het voorzien in een bijkomende mogelijkheid tot hoger beroep dan ook niet aangewezen is.

Ten besluite wijst hij erop dat er in hoofde van de Raad van State geen nieuwe procedures ontworpen worden, enerzijds, en dat dit rechtscollege — ook in kort geding — ampele ervaring heeft met dergelijke beroepen, anderzijds.

IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikelen 1 en 2

Deze artikelen worden zonder bespreking eenparig aangenomen.

Art. 3

§ 1. Deze paragraaf geeft geen aanleiding tot enige bespreking.

*
* *

§ 2. *De heren Viseur en Tavernier* dienen amendement n° 1 in (Stuk n° 2031/2) ter voorkoming dat de ambtenaar die de betrokken sanctie oplegt, dezelfde zou zijn als diegene die de overtreding vaststelt.

Alhoewel hij van mening is dat de inhoud van het amendement de evidentie zelve is, acht *de heer Viseur* het toch nuttig de voorgestelde beperking, die hij eveneens opgeworpen heeft in het kader van de bespreking van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, in de ontworpen tekst op te nemen.

De heren Ansoms en Vanpoucke dienen amendement n° 6 in (Stuk n° 2031/2) dat ertoe strekt de reglementen betreffende de politie over het wegverkeer uit het in de voorliggende paragraaf omschreven werkingsveld te lichten.

De heer Vanpoucke herhaalt dat — zoals *de heer Ansoms* in het kader van de algemene bespreking reeds uitvoerig toegelicht heeft — de opstellers van het wetsontwerp de weerslag ervan op het verkeer over het hoofd hebben gezien.

De heren Ansoms en Vanpoucke dienen subamendement n° 8 in (Stuk n° 2031/3) op amendement n° 6 met de bedoeling in de tekst van amendement n° 6 het woord « reglementen » door « verkeersreglementen » te vervangen, hetgeen de letterlijke weergave is van artikel 2 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer.

Cette terminologie permettra en outre d'établir, à l'avenir, dans le cadre de la législation relative à la circulation routière, une distinction entre les « règlements complémentaires en matière de circulation routière » et les « règlements complémentaires en matière de stationnement ».

Le gouvernement présente un amendement n° 17 (Doc. n° 2031/3) tendant à n'autoriser l'infliction de sanctions administratives communales que si la loi, le décret ou l'ordonnance n'a pas encore prévu une sanction pénale ou administrative.

S'il ne voit aucune objection à ce que l'on inscrive dans la loi en projet la modification de texte proposée par l'amendement n° 1, *le secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale* fait toutefois observer que cela n'est pas vraiment utile, étant donné que ce principe est déjà repris en tant que tel dans l'exposé des motifs.

Il ajoute que si l'adaptation proposée dans *l'amendement n° 6* (et le sous-amendement n° 8) est effectivement correcte, la formulation de l'amendement n° 17 du gouvernement est plus globale; cet amendement a dès lors sa préférence.

L'amendement n° 1 de MM. Viseur et Tavernier est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 6 et le sous-amendement n° 8 de MM. Ansoms et Vanpoucke sont retirés.

L'amendement n° 17 du gouvernement est adopté à l'unanimité.

*
* *

§ 3. *MM. Viseur et Tavernier* présentent un amendement (n° 2, Doc. n° 2031/2) visant à remplacer le § 3 proposé, qui prévoit que le conseil communal ne peut imposer simultanément une sanction pénale et une sanction administrative pour une même infraction à ses règlements et ordonnances.

M. Viseur précise que cet amendement vise à faire en sorte que l'on ne puisse combiner, dans un même règlement ou une même ordonnance, des sanctions pénales et des sanctions administratives, ce qui permet de faire droit à l'avis du Conseil d'Etat.

Le secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale fait toutefois observer que cet amendement empêche de prévoir, dans un même règlement communal, des sanctions administratives pour les infractions légères et des sanctions pénales pour les infractions graves, ce qui est plus que ce que le Conseil d'Etat avait souhaité dans son avis.

L'amendement n° 2 de MM. Viseur et Tavernier est rejeté par 8 voix contre une.

*
* *

Daarnaast laat deze terminologie de mogelijkheid open om in de toekomst in het kader van de verkeerswetgeving een onderscheid te maken tussen de « aanvullende verkeersreglementen » en de « aanvullende parkeerreglementen ».

De regering dient amendement n° 17 in (Stuk n° 2031/3) dat beoogt de gemeentelijke administratieve sancties slechts toe te laten wanneer er niet reeds bij wet, decreet of ordonnantie in een straf- of een administratieve sanctie voorzien werd.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie heeft geen enkel bezwaar tegen het opnemen van de middels amendement n° 1 voorgestelde tekstwijziging alhoewel hij erop wijst dat deze niet echt hoeft aangezien het principe als dusdanig in de memorie van toelichting opgenomen is.

Hij stelt vervolgens dat de in *amendement n° 6* (en subamendement n° 8) voorgestelde aanpassing weliswaar correct is maar dat de formulering van het regeringsamendement n° 17 globaler is en daarom zijn voorkeur geniet.

Amendement n° 1 van de heren Viseur en Tavernier wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 6 en subamendement n° 8 van de heren Ansoms en Vanpoucke worden door de indieners ingetrokken.

Het regeringsamendement n° 17 wordt eenparig aangenomen.

*
* *

§ 3. *De heren Viseur en Tavernier* dienen amendement n° 2 in (Stuk n° 2031/2) ter vervanging van de ontworpen paragraaf, die stipuleert dat de gemeenteraad een inbreuk op een reglement of verordening niet tegelijkertijd strafrechtelijk én administratief kan sanctioneren.

De heer Viseur verduidelijkt dat ingevolge dit amendement éénzelfde reglement of verordening niet tegelijkertijd strafrechtelijke en administratieve sancties zal kunnen bevatten zodat men zich conformiert aan het advies van de Raad van State.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie wijst er evenwel op dat dit amendement de mogelijkheid uitsluit om in éénzelfde gemeentelijk reglement de lichte inbreuken administratief en de zware inbreuken strafrechtelijk te bestraffen, hetgeen verder gaat dan gewenst door het advies van de Raad van State.

Amendement n° 2 van de heren Viseur en Tavernier wordt met 8 tegen 1 stem verworpen.

*
* *

§ 4. Ce paragraphe ne donne lieu à aucune discussion.

*
* *

§ 5. *MM. Vandeurzen et Vanpoucke* présentent un amendement (n° 10, Doc. n° 2031/3) visant à compléter le § 5 proposé, qui règle la proportionnalité de la sanction administrative.

M. Vanpoucke explique que l'amendement vise, à l'instar de ce que prévoit la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, à soumettre la décision à l'obligation de motivation et à y faire figurer la possibilité de recours.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale estime qu'étant un principe général, l'obligation de motivation ne doit pas figurer en tant que telle dans le texte.

Il craint par ailleurs que le fait de mentionner la possibilité de recours incite précisément à effectuer une telle démarche, ce qui ne peut être l'objectif du projet de loi.

L'amendement n° 10 de *MM. Vandeurzen et Vanpoucke* est retiré par les auteurs.

*
* *

§ 6. Ce paragraphe ne donne lieu à aucune discussion.

*
* *

§ 7. *MM. Vandeurzen et Vanpoucke* présentent un amendement (n° 11, Doc. n° 2031/3) visant à remplacer l'alinéa 1^{er} du § 7, qui détermine les destinataires du procès-verbal constatant les infractions.

M. Vanpoucke souligne que l'amendement vise à calquer la procédure sur celle prévue par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale craint que l'harmonisation des deux procédures, qui ne serait dictée que par des raisons de pure forme, représente un surcroît de travail pour l'administration, étant donné que, contrairement à la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, la loi relative aux sanctions administratives concernera un grand nombre d'actes.

L'amendement n° 11 de *MM. Vandeurzen et Vanpoucke* est retiré par les auteurs.

*
* *

§ 4. Deze paragraaf geeft geen aanleiding tot enige bespreking.

*
* *

§ 5. *De heren Vandeurzen en Vanpoucke* dienen amendement n° 10 in (Stuk n° 2031/3) ter aanvulling van de ontworpen paragraaf, die de proportionaliteit van de administratieve sanctie regelt.

De heer Vanpoucke licht toe dat het amendement de bedoeling heeft om — zoals ook voorzien werd in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden — de beslissing aan de motiveringsplicht te onderwerpen en de mogelijkheid tot hoger beroep erop te vermelden.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie meent dat de motiveringsplicht een algemeen principe is en dus niet als dusdanig in de tekst opgenomen dient te worden.

Daarnaast vreest hij dat het vermelden van de mogelijkheid tot hoger beroep deze stap precies zal uitlokken hetgeen niet de bedoeling kan zijn.

Amendement n° 10 van de heren *Vandeurzen en Vanpoucke* wordt door de indieners ingetrokken.

*
* *

§ 6. Deze paragraaf geeft geen aanleiding tot enige bespreking.

*
* *

§ 7. *De heren Vandeurzen en Vanpoucke* dienen amendement n° 11 in (Stuk n° 2031/3) ter vervanging van het eerste lid van de ontworpen paragraaf, die de respectieve bestemmelingen bepaalt van het proces-verbaal dat de inbreuk vaststelt.

De heer Vanpoucke poneert dat het amendement de procedure wil doen overeenstemmen met deze voorzien in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie vreest dat het louter omwille van vormredenen gelijkshakelen van de beide procedures zal leiden tot een administratieve rompslomp aangezien het — in tegenstelling tot het werkveld van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden — bij de administratieve sancties zal gaan om een groot aantal handelingen.

Amendement n° 11 van de heren *Vandeurzen en Vanpoucke* wordt door de indieners ingetrokken.

*
* *

§ 8. *MM. Vandeurzen et Vanpoucke* présentent un amendement (n° 12, Doc. n° 2031/3) visant à adapter le § 8, qui règle la procédure en cas de concours d'une sanction administrative et d'une sanction pénale, aux dispositions de leur amendement n° 11.

M. Vanpoucke présente un amendement (n° 16, Doc. n° 2031/3) visant à compléter le paragraphe à l'examen.

Cet amendement vise à régler les cas où, après avoir décidé d'ouvrir une enquête préparatoire ou judiciaire, le procureur du Roi classe l'affaire.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale renvoie à la réponse fournie par le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur au cours de la discussion générale.

L'amendement n° 12 de *MM. Vandeurzen et Vanpoucke* est retiré par les auteurs.

L'amendement n° 16 de *M. Vanpoucke* est rejeté par 7 voix et 2 abstentions.

*
* *

§ 9. *MM. Viseur et Tavernier* présentent un amendement (n° 3, Doc. n° 2031/2) tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe proposé, qui règle la procédure en matière de sanctions administratives.

M. Viseur précise que l'amendement a pour but de permettre au contrevenant de présenter sa défense oralement à tout moment. L'intervenant estime que le seuil de 2 500 francs, en deçà duquel la procédure devrait être purement écrite, est encore un montant élevé pour les économiquement faibles. La mesure proposée serait *de facto* doublement plus sévère pour ces personnes, étant donné que ce sont précisément ces personnes qui ne peuvent généralement se défendre qu'oralement.

MM. Vandeurzen et Vanpoucke présentent un amendement (n° 13, Doc. n° 2031/3) tendant à modifier ce paragraphe.

M. Vanpoucke précise qu'à l'instar de la disposition correspondante de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, l'amendement vise à porter de 15 à 30 jours le délai dont dispose le contrevenant pour présenter ses moyens de défense.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale estime que l'amendement n° 3 va à ce point alourdir la procédure que la sanction administrative ne sera pratiquement plus infligée.

En ce qui concerne l'amendement n° 13, l'intervenant insiste sur la nécessité de pouvoir intervenir rapidement et fermement.

L'amendement n° 3 de *MM. Viseur et Tavernier* est rejeté par 8 voix contre une.

§ 8. *De heren Vandeurzen en Vanpoucke* dienen amendement n° 12 in (Stuk n° 2031/3) dat de ontworpen tekst, die de procedure bij de samenloop van een administratieve en een strafrechtelijke sanctie behandelt, aanpast aan de bepalingen van hun amendement n° 11.

De heer Van Hoorebeke dient amendement n° 16 in (Stuk n° 2031/3) ter aanvulling van de ontworpen paragraaf.

Dit amendement beoogt de regeling van de gevallen waarin de procureur des Konings na een beslissing tot een opsporings- of een gerechtelijk onderzoek alsnog tot seponering overgaat.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie verwijst naar het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken in het kader van de algemene bespreking.

Amendement n° 12 van de heren Vandeurzen en Vanpoucke wordt door de indieners ingetrokken.

Amendement n° 16 van de heer Van Hoorebeke wordt met 7 stemmen en 2 onthoudingen verworpen.

*
* *

§ 9. *De heren Viseur en Tavernier* dienen amendement n° 3 in (Stuk n° 2031/2) ter weglating van het laatste lid van de ontworpen paragraaf, die de procedure van de administratieve sancties regelt.

De heer Viseur stelt dat het amendement tot doel heeft de overtreder te allen tijde de mogelijkheid te geven om zich mondeling te verdedigen. De voorgestelde drempel van 2 500 Belgische frank, waaronder de procedure louter schriftelijk zou moeten geschieden, is volgens de spreker voor de economisch zwakkeren nog altijd hoog. De voorgestelde maatregel zou voor deze personen *de facto* dubbel zo hard aankomen aangezien juist zij veelal ook slechts over een mondelinge verdediging beschikken.

De heren Vandeurzen en Vanpoucke dienen amendement n° 13 in (Stuk n° 2031/3) ter wijziging van de ontworpen paragraaf.

De heer Vanpoucke verduidelijkt dat — in overeenstemming met de bepaling terzake uit de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden — het amendement beoogt de termijn voor het indienen van de verweermiddelen van 15 op 30 dagen te brengen.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie is van oordeel dat het amendement n° 3 de procedure dermate zal verzwaren dat de administratieve sanctie in de praktijk niet meer zal worden toegepast.

Betreffende amendement n° 13 wijst de spreker op de noodzaak om snel en kordaat te kunnen optreden.

Amendement n° 3 van de heren Viseur en Tavernier wordt met 8 tegen 1 stem verworpen.

L'amendement n° 13 de MM. Vandeurzen et Vanpoucke est retiré.

*
* *

§ 10. *MM. Vandeurzen et Vanpoucke* présentent un amendement (n° 14, Doc. n° 2031/3) tendant à compléter ce paragraphe, qui règle la procédure en matière de sanctions administratives.

M. Vanpoucke explique que l'amendement vise à faire en sorte qu'en cas de concours avec une infraction pénale, la décision du fonctionnaire compétent soit également portée à la connaissance du procureur du Roi, comme le prévoit également la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

Le secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale ne voit pas la nécessité d'informer le procureur du Roi, puisque, dans le cadre de la procédure prévue par la loi en projet, il a déjà décidé de ne pas intervenir.

L'amendement n° 14 de MM. Vandeurzen et Vanpoucke est retiré.

*
* *

§ 11. Ce paragraphe ne donne lieu à aucune discussion.

*
* *

§ 12. *M. Vanpoucke* présente un amendement (n° 7, Doc. n° 2031/2) visant à compléter le paragraphe à l'examen, qui organise le recours contre une sanction administrative.

M. Vanpoucke estime que, comme l'avant-projet de loi le prévoyait, le juge de police doit pouvoir se prononcer sur la matérialité des faits.

MM. Vandeurzen et Vanpoucke présentent un amendement (n° 15, Doc. n° 2031/3) visant à remplacer le paragraphe à l'examen.

M. Vanpoucke estime que l'on doit pouvoir introduire un recours de pleine juridiction, à l'instar de ce qui est prévu dans la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

M. Viseur souscrit à cet amendement. Les amendes relativement légères ne donneront en effet pas lieu à un recours, celui-ci étant trop coûteux par rapport au résultat que l'on peut en attendre. L'intervenant estime en outre que les citoyens doivent être suffisamment armés contre les deux dangers que comporte le projet à l'examen, à savoir le recours excessif aux sanctions administratives pour alimenter les caisses communales et le risque que l'on se serve de ces sanctions pour des règlements de comptes personnels.

Amendement n° 13 van de heren Vandeurzen en Vanpoucke wordt door de indieners ingetrokken.

*
* *

§ 10. *De heren Vandeurzen en Vanpoucke* dienen amendement n° 14 in (Stuk n° 2031/3) ter aanvulling van de ontworpen paragraaf, die de procedure van de administratieve sancties regelt.

De heer Vanpoucke licht toe dat het amendement ertoe strekt in de gevallen van samenloop met een strafrechtelijk misdrijf ook de procureur des Konings op de hoogte te brengen van de beslissing van de bevoegde ambtenaar zoals eveneens voorzien is in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie ziet de noodzaak niet in om de procureur des Konings, die overeenkomstig de ontworpen procedure reeds beslist heeft niet tussen te komen, alsnog op de hoogte te brengen.

Amendement n° 14 van de heren Vandeurzen en Vanpoucke wordt door de indieners ingetrokken.

*
* *

§ 11. Deze paragraaf geeft geen aanleiding tot enige bespreking.

*
* *

§ 12. *De heer Vanpoucke* dient amendement n° 7 in (Stuk n° 2031/2) ter aanvulling van deze ontworpen paragraaf, die het hoger beroep tegen een administratieve sanctie organiseert.

De heer Vanpoucke is van oordeel dat — zoals initieel voorzien in het voorontwerp — de politierechter zich ook over de materialiteit van de feiten moet kunnen uitspreken.

De heren Vandeurzen en Vanpoucke dienen amendement n° 15 in (Stuk n° 2031/3) ter vervanging van de ontworpen paragraaf.

Zoals voorzien in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden meent *de heer Vanpoucke* dat een hoger beroep met volle rechtsmacht moet kunnen worden ingesteld.

De heer Viseur kan zich in bovenstaand amendement terugvinden. Relatief kleine boetes zullen immers geen aanleiding geven tot het instellen van een hoger beroep aangezien het te verwachten nut niet opweegt tegen de kosten. Daarenboven dienen de burgers volgens de spreker voldoende gewapend te zijn tegen de twee gevaren van het voorliggend ontwerp, te weten : het overdadig gebruik van de administratieve sancties om de gemeentekas te spekken en de mogelijkheid dat deze worden gebruikt om persoonlijke afrekeningen te beslechten.

M. D'hondt relève encore un troisième danger, à savoir le fait qu'un exploitant de salle, qui donne son immeuble en location, risque, en vertu du projet de loi à l'examen, de se voir retirer son autorisation ou de voir fermer son établissement en raison de la mauvaise conduite de son locataire.

M. Van Gheluwe espère que les autorités communales attireront l'attention des exploitants de salles sur leurs responsabilités à l'égard des locataires et qu'elles ne procéderont pas à la suspension, au retrait ou à la fermeture sans avertissement préalable.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale estime, en ce qui concerne l'amendement n° 7, que le juge de police, qui se prononce sur la proportionnalité et la légalité de l'amende, statue également *de facto* sur la matérialité des faits, de sorte que l'ajout proposé ne ferait qu'alourdir le texte.

En ce qui concerne l'amendement n° 15, l'intervenant estime qu'en cas de recours de pleine juridiction, le contrevenant sera plus vite enclin à introduire un recours, ce qui viderait le système de sa substance.

Répondant à la question de *M. D'hondt*, le secrétaire d'État renvoie à la convention qui lie le bailleur et le preneur et qui devrait, selon lui, comporter une clause de dédommagement pour pouvoir faire face à de tels cas.

L'amendement n° 7 de *M. Vanpoucke* est rejeté par 6 voix contre 3.

L'amendement n° 15 de *MM. Vandeurzen* et *Vanpoucke* est retiré par les auteurs.

*
* *

§ 13. *M. Viseur* présente un amendement (n° 4, Doc. n° 2031/2) tendant à remplacer l'alinéa 2 du paragraphe proposé, qui règle la procédure de désignation du fonctionnaire concerné et contient le principe de l'affectation du produit des amendes administratives.

M. Viseur précise que son amendement vise à faire en sorte que le produit des amendes administratives soit versé à un fonds de soutien à la citoyenneté active à créer dans chaque commune, de manière à ce que la sanction soit assortie d'un aspect éducatif.

En ordre subsidiaire à son amendement n° 4, *M. Viseur* présente un amendement (n° 5, Doc. n° 2031/2) tendant à inscrire au budget des dépenses communales, dans un article budgétaire relatif à la prévention des dérangements publics, un montant correspondant aux recettes provenant de la perception des amendes administratives.

M. Dufour fait observer que ces amendements risquent, à leur tour, d'instaurer un dirigisme exagéré, ce que l'intervenant ne souhaite en aucun cas.

De heer D'hondt onderscheidt nog een derde gevaar, met name dat een zaaluitbater, die zijn pand verhuurt, krachtens het voorliggende wetsontwerp het gevaar loopt om met een schorsing of een intrekking van zijn vergunning of zelfs met een sluiting geconfronteerd te worden ingevolge het wangedrag van zijn huurder.

De heer Van Gheluwe hoopt dat de gemeentelijke overheid de zaaluitbaters zal wijzen op hun verantwoordelijkheid ten overstaan van de huurders en niet zonder een verwittiging tot schorsing, intrekking of sluiting zal overgaan.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie is inzake amendement n° 7 van oordeel dat de politierechter, die zich over de proportionaliteit en over de wettelijkheid van de zaak uitspreekt, *de facto* ook over materialiteit der feiten uitspraak doet zodat de voorgestelde toevoeging slecht tot een verzwaring van de tekst leidt.

Betreffende amendement n° 15 is de spreker van oordeel dat het organiseren van een hoger beroep met volle rechtsmacht ertoe zal leiden dat de overtreder sneller geneigd zal zijn om een hoger beroep in te stellen waardoor het systeem uitgehold zal worden.

De staatssecretaris verwijst als antwoord op de vraag van de heer *D'hondt* naar de verbintenis tussen de verhuurder en de huurder die volgens hem een schadevergoedingsclausule zou moeten bevatten om aan dergelijke gevallen het hoofd te kunnen bieden.

Amendement n° 7 van de heer *Vanpoucke* wordt met 6 tegen 3 stemmen verworpen.

Amendement n° 15 van de heren *Vandeurzen* en *Vanpoucke* wordt door de indieners ingetrokken.

*
* *

§ 13. *De heer Viseur* dient amendement n° 4 in (Stuk n° 2031/2) ter vervanging van het tweede lid van de ontworpen paragraaf, die de aanwijzingsprocedure van de betrokken ambtenaar regelt, en het principe van de bestemming van de administratieve sancties bevat.

De heer Viseur verduidelijkt dat zijn amendement de bedoeling heeft om met de inkomsten uit de administratieve sancties een gemeentelijk steunfonds voor actief burgerschap in te stellen zodat er aan de bestraffing ook een educatief aspect zou worden gekoppeld.

Subsidiair aan zijn amendement n° 4 dient *de heer Viseur* amendement n° 5 in (Stuk n° 2031/2) dat op de gemeentelijke uitgavenbegroting, ten gunste van maatregelen ter voorkoming van openbare overlast, een bedrag wil inschrijven dat overeenkomt met de tijdens het voorbije boekjaar ontvangen administratieve sancties.

De heer Dufour wijst erop dat deze amendementen op hun beurt het gevaar op een overdadig dirigisme inhouden hetgeen hij krachtadig afwijst.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale ne souhaite pas intervenir de manière normative en matière d'affectation par les communes du produit des amendes administratives qu'elles perçoivent.

Les amendements n^{os} 4 et 5 de M. Viseur sont rejetés par 8 voix contre une.

Cet article, ainsi amendé, est adopté par 8 voix et une abstention.

Art. 4

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 5

M. Van Gheluwe constate qu'en vertu de cet article, il ne sera pas possible d'imposer une heure de fermeture aux magasins de nuit qui provoquent des nuisances. Étant donné que le texte à l'examen ne prévoit que la fermeture provisoire, et ce, uniquement en cas d'extrême urgence, l'intervenant estime en effet qu'il serait préférable d'imposer une heure de fermeture en vertu de l'article 6 de la loi en projet, qui complète le § 2 de l'article 135 de la nouvelle loi communale par un 7^o, en le combinant éventuellement avec le § 2 de l'article 119bis en projet de la nouvelle loi communale.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale confirme qu'en vertu du nouvel article 134ter de la nouvelle loi communale, les communes pourront procéder à la fermeture provisoire d'un établissement. Les communes pourront pour cela invoquer l'article 135, § 2, de la même loi, en le combinant avec le nouvel article 119bis, § 2, afin de prendre au sein du conseil communal une ordonnance de police autorisant le collège des bourgmestre et échevins à imposer une heure de fermeture en cas de nuisances.

En cas de nuisances, les responsables locaux pourront donc déroger aux règles de droit commun applicables en matière d'heures de fermeture : sur la base de l'article 134ter précité, le bourgmestre pourra imposer une heure de fermeture, étant entendu que la mesure doit être prise en cas d'extrême urgence et que sa durée ne peut excéder trois mois; le collège des bourgmestre et échevins peut imposer une heure de fermeture sur la base de l'article 135, § 2, de la nouvelle loi communale sans devoir tenir compte des deux conditions que doit respecter le bourgmestre pour imposer la fermeture.

Cet article est adopté à l'unanimité.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie wenst niet regelgevend tussen te komen in de manier waarop de gemeenten de inkomsten uit de administratieve sancties dienen aan te wenden.

De amendementen n^{rs} 4 en 5 van de heer Viseur worden met 8 tegen 1 stem verworpen.

Dit artikel wordt, aldus geamendeerd, aangenomen met 8 stemmen en 1 onthouding.

Art. 4

Dit artikel wordt zonder bespreking eenparig aangenomen.

Art. 5

De heer Van Gheluwe stelt dat het krachtens het ontworpen artikel niet mogelijk zal zijn om aan nachtwinkels die overlast veroorzaken, een sluitingsuur op te leggen. Aangezien de voorliggende tekst slechts in een voorlopige sluiting voorziet en dan nog uitsluitend ingevolge hoogdringendheid, is de spreker immers van oordeel dat het beter is een sluitingsuur op te leggen krachtens het ontworpen artikel 6, dat § 2 van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet met een 7^o uitbreidt, eventueel in combinatie met § 2 van het ontworpen artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie bevestigt dat de gemeenten op grond van het nieuwe artikel 134ter van de nieuwe gemeentewet tot een tijdelijke sluiting zullen kunnen overgaan. Daarnaast zullen zij zich kunnen beroepen op artikel 135, § 2, van dezelfde wet, in combinatie met het nieuwe artikel 119bis, § 2, om in de gemeenteraad een politieverordening te nemen die het college van burgemeester en schepenen toelaat om in geval van overlast een sluitingsuur op te leggen.

De lokale verantwoordelijken zullen dus in geval van overlast kunnen afwijken van de gemeenrechtelijke regeling inzake het sluitingsuur : de burgemeester kan daartoe overgaan op basis van het bovengenoemde artikel 134ter met dien verstande dat de maatregel bij hoogdringendheid genomen dient te worden en de termijn van drie maanden niet kan overschrijden; het college van burgemeester en schepenen kan een sluitingsuur opleggen op basis van artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet zonder met de beide voor een sluiting door de burgemeester geldende voorwaarden rekening te moeten houden.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 5bis (nouveau)

MM. de Donnée et D'hondt présentent un amendement (n° 18, Doc. n° 2031/3) tendant à insérer un article 5bis.

Compte tenu de l'observation de M. Viseur relative à la possibilité d'utiliser cette disposition pour justifier l'expulsion d'une habitation, cet amendement reprend, pour le reste, la proposition de loi insérant un article 134ter dans la nouvelle loi communale (Doc. n° 1277/1), déposée par M. de Donnée.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale ne voit aucune objection à ce que cet amendement soit adopté.

L'amendement n° 18 de MM. de Donnée et D'hondt est adopté à l'unanimité et devient l'article 6 du texte adopté.

Art. 6

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité. Il devient l'article 7 du texte adopté.

Art 7 (nouveau)

MM. Vandeurzen et Vanpoucke présentent un amendement (n° 9, Doc. n° 2031/3) tendant à insérer un article 7 (nouveau).

M. Vanpoucke explique que l'amendement vise à faire figurer la nouvelle compétence du tribunal de police sous le chapitre « Des tribunaux de police » du Code d'instruction criminelle.

Il est proposé, par la même occasion, d'inscrire également dans ledit Code la compétence du tribunal de police en matière de sécurité lors des matches de football.

M. Viseur se demande si l'adoption de cet amendement n'a pas pour effet de modifier la qualification du projet (article 77 au lieu de l'article 78 de la Constitution).

Le gouvernement présente un amendement (n° 19, Doc. n° 2031/3) tendant à insérer un nouvel article 7 visant à inscrire dans le Code judiciaire la nouvelle compétence que la loi en projet vise à accorder au tribunal de police.

Le secrétaire d'État à la Sécurité, à l'Environnement et à l'Intégration sociale préfère insérer cette disposition dans le Code judiciaire, étant donné que la compétence visée ne relève pas de la répression des infractions, mais concerne plutôt le droit civil administratif.

Pour ce qui est de la modification éventuelle de la qualification du projet, l'intervenant répond que la disposition à l'examen ne concerne pas l'organisation des cours et tribunaux, mais leurs compétences, de

Art. 5bis (nieuw)

De heren de Donnée en D'hondt dienen amendement n° 18 in (Stuk n° 2031/3) ter invoeging van een nieuw artikel 5bis.

Rekening houdende met de opmerking van de heer Viseur inzake het mogelijke gebruik van deze bepaling als grond voor een uitzetting uit een woning, neemt dit amendement voor het overige het door de heer de Donnée ingediende wetsvoorstel over tot invoeging van een artikel 134ter in de nieuwe gemeentewet (Stuk n° 1277/1).

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie heeft geen bezwaar tegen dit amendement.

Amendement n° 18 van de heren de Donnée en D'hondt wordt eenparig aangenomen en wordt artikel 6 van de aangenomen tekst.

Art. 6

Dit artikel wordt zonder bespreking eenparig aangenomen en wordt zodoende artikel 7 van de aangenomen tekst.

Art. 7 (nieuw)

De heren Vandeurzen en Vanpoucke dienen amendement n° 9 in (Stuk n° 2031/3) ter invoeging van een nieuw artikel 7.

De heer Vanpoucke voert aan dat het amendement de nieuwe bevoegdheid van de politierechtbank wil inschrijven onder de hoofding « De bevoegdheid van de politierechtbank » van het Wetboek van strafvordering.

Van deze gelegenheid wordt gebruik gemaakt om ook de bevoegdheid van de politierechtbank inzake de veiligheid bij voetbalwedstrijden op te nemen.

De heer Viseur vraagt zich af of de aanneming van dit amendement niet impliceert dat de kwalificatie van het ontwerp gewijzigd wordt (artikel 77 in plaats van artikel 78 van de Grondwet).

De regering dient amendement n° 19 in (Stuk n° 2031/3) ter invoeging van een nieuw artikel 7 dat beoogt de door het voorliggende wetsontwerp ingestelde nieuwe bevoegdheid van de politierechtbank in het Gerechtelijk Wetboek op te nemen.

De staatssecretaris voor Veiligheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Integratie verkiest het opnemen van deze bepaling in het Gerechtelijk Wetboek aangezien niet de beteugeling van misdrijven aan de orde is maar dat het eerder gaat om administratief burgerlijk recht.

Betreffende de eventuele wijziging qua kwalificatie van het ontwerp antwoordt de spreker dat de voorliggende bepaling niet slaat op de organisatie van de hoven en rechtbanken maar wel op de be-

sorte qu'il n'est pas nécessaire de requalifier le projet.

L'amendement n° 9 de MM. Vandeurzen et Vanpoucke est retiré.

L'amendement n° 19 du gouvernement est adopté à l'unanimité et devient l'article 8 du texte adopté.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé, est adopté à l'unanimité (voir également Doc. n° 2031/5).

*
* *

La proposition de loi insérant un article 134^{ter} dans la nouvelle loi communale (Doc. n° 1277/1) devient, par conséquent, sans objet.

Le rapporteur,

D. VANPOUCKE

Le président,

Ch. JANSSENS

voegdheden ervan zodat een kwalificatiewijziging hier niet nodig is.

Amendement n° 9 van de heren Vandeurzen en Vanpoucke wordt door de indieners ingetrokken.

Het regeringsamendement n° 19 wordt eenparig aangenomen zodat het artikel 8 van de aangenomen tekst wordt.

*
* *

Het volledige wetsontwerp wordt, aldus geamendeerd, eenparig aangenomen (zie ook Stuk n° 2031/5).

*
* *

Hierdoor vervalt het toegevoegde wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 134^{ter} in de nieuwe gemeentewet (Stuk n° 1277/1).

De rapporteur,

D. VANPOUCKE

De voorzitter,

Ch. JANSSENS

ANNEXE

**AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT SUR L'AVANT-PROJET
DE LOI RELATIF À L'INTRODUCTION
DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES
DANS LES COMMUNES**

APERÇU DES REMARQUES
ET DES RÉPONSES Y AFFÉRENTS

Remarques générales

1. *Recours auprès du juge de police (pages 21 jusqu'à 26 compris de l'avis)*

Conseil :

Le Conseil fait la comparaison avec la loi sur le football pour vérifier si les sanctions prévues dans le projet sont de caractère pénal. Comme pour la loi relative à la sécurité lors des matches de football, l'on arrive à la conclusion qu'il s'agit en la matière de sanctions de caractère pénal et que donc les principes de la Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont d'application.

De l'avis du Conseil, une des garanties de la Convention européenne est l'existence de la possibilité d'un recours de pleine juridiction contre la décision administrative devant une instance indépendante et impartiale.

Le projet stipule dans ce contexte qu'il y a bien un recours devant le tribunal de police mais que le juge de police ne juge que de la matérialité des faits et de la légalité de la sanction imposée. Le but du projet était en effet d'empêcher que le juge de police ne se substitue à l'administration et donc d'éviter qu'il juge de l'opportunité d'imposer une sanction ou non.

De l'avis du Conseil, la question est de savoir si le recours tel qu'il a été élaboré constitue bien un recours juridictionnel complet. Le Conseil est d'avis que l'avant-projet est équivoque quant à la portée exacte de la compétence du tribunal de police. Il en est de même pour le contrôle de la légalité de la sanction. Le Conseil est d'avis que, si l'on veut s'aligner sur la juridiction de la Cour européenne, il faut que le juge puisse contrôler la proportionnalité de la sanction en fonction de la gravité des faits. Cette compétence doit donc être confiée au juge de police.

Ensuite, de l'avis du Conseil, la question reste ouverte de savoir si le juge de police peut substituer sa décision à celle de l'administration dans les cas où le juge ne jugerait pas proportionnellement la sanction ou s'il doit se limiter à l'annulation de la sanction permettant à l'administration d'infliger une autre sanction, moins sévère, avec tout ce qui s'ensuit au sujet de la durée et de la gravité de la procédure.

De l'avis du Conseil, la loi sur le football autorise le juge de police à entièrement réformer la sanction administrative. Dans cette même optique, la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives dans le droit social confie aux tribunaux du travail la compétence, non seulement de

BIJLAGE

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
OP HET VOORONTWERP VAN WET
TOT INVOERING VAN GEMEENTELIJKE
ADMINISTRATIEVE SANCTIES**

OVERZICHT VAN DE OPMERKINGEN
EN DE ANTWOORDEN HIEROP

Algemene Opmerkingen

1. *Beroep bij de politierechter (blz. 21 tot en met 26 van het advies)*

Raad :

De Raad maakt de vergelijking met de voetbalwet om na te gaan of de sancties die in het ontwerp worden voorzien het karakter van strafsancities hebben. Net zoals bij de wet betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden komen zij tot het besluit dat het hier gaat om sancties met een strafrechtelijk karakter en dat derhalve de beginselen van het van Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van toepassing zijn.

Volgens de Raad vormt één van de garanties van het Europees Verdrag het bestaan van een mogelijkheid van beroep met volle rechtsmacht voor een onafhankelijke en onpartijdige instantie tegen de administratieve beslissing.

In dit verband voorziet het ontwerp dat er weliswaar beroep is bij de politierechtbank doch dat de politierechter uitsluitend uitspraak doet over de materialiteit van de feiten en de wettelijkheid van de opgelegde sanctie. Het was inderdaad de bedoeling van het ontwerp om de politierechter niet in de plaats te laten treden van het bestuur en dus niet toe te laten dat hij zou oordelen over de opportuniteit van het al dan niet opleggen van een sanctie.

De vraag die zich volgens de Raad stelt is of het beroep zoals het werd uitgewerkt wel een volwaardig juridictioneel beroep inhoudt. Volgens de Raad is het voorontwerp onduidelijk met betrekking tot de juiste draagwijdte van de bevoegdheid van de politierechtbank. Hetzelfde geldt voor wat betreft de controle op de legaliteit van de sanctie. Om zich te conformeren naar de rechtspraak van het Europees Hof is volgens de Raad vereist dat de rechter een controle kan uitoefenen op de proportionaliteit van de sanctie in verhouding tot de zwaarte van de feiten. Deze bevoegdheid moet dan ook aan de politierechter worden gegeven.

Voorts blijft volgens de Raad de vraag of de politierechter zijn beslissing in de plaats kan stellen van deze van de administratie in de gevallen waarin de rechter de sanctie niet proportioneel zou beoordelen dan wel of hij zich dient te beperken tot het vernietigen van de sanctie en de administratie in de mogelijkheid te stellen een andere, minder zware sanctie, uit te spreken, met alle gevolgen van dien op de lengte en de zwaarte van de procedure.

In de voetbalwet wordt volgens de Raad aan de politierechter de bevoegdheid verleent de administratieve sanctie volledig te hervormen. In diezelfde optiek verleent de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboetes in het sociaal recht aan de arbeidsgerechten de be-

contrôler la légalité des amendes mais aussi de se prononcer sur l'importance des amendes ⁽¹⁾.

Réaction :

A. Le Conseil considère à juste titre que les sanctions administratives du projet relèvent du champ d'application de l'article 6 CEDH. Surtout le fait que les sanctions administratives soient de caractère général et de nature punitive est pertinent.

Le Conseil en conclut cependant que l'article 6 de la CEDH appelle une voie de recours de pleine juridiction. Le Conseil est d'avis qu'il faut un recours juridictionnel de pleine juridiction afin de satisfaire aux exigences de l'article 6. D'après le Conseil, se mettre en conformité avec la juridiction européenne signifie au moins que le juge pourra contrôler la proportionnalité entre la sanction et la gravité des faits.

Bien que ce ne soit pas stipulé littéralement dans le texte de l'article 6, § 1^{er}, CEDH, le droit d'accès au juge est généralement accepté. Cela implique en principe qu'il faut y avoir une instance judiciaire qui réponde aux exigences de l'article 6, § 1^{er}, et qui puisse porter un jugement en droit et en fait.

Ce droit n'est cependant pas absolu : « Les états contractants jouissent en la matière d'une certaine marge d'appréciation. Il appartient pourtant à la Cour de statuer en dernier ressort sur le respect des exigences de la Convention : elle doit se convaincre que les limitations appliquées ne restreignent pas l'accès ouvert à l'individu d'une manière ou à un point tels que le droit s'en trouve atteint dans sa substance même. En outre, pareille limitation ne se concilie avec l'article 6, § 1^{er}, que si elle tend à un but légitime et s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé (voir parmi d'autres, l'arrêt *Stubblings* et autres c. Royaume-Uni du 22 octobre 1996, Recueil-IV, p. 1502, § 50) » ⁽²⁾.

Autrement dit, la restriction de l'accès au juge est admissible si :

- l'essence du droit d'accès n'est pas lésée;
- la limitation vise un but légitime;
- et le but et la limitation sont proportionnés.

De plus, la jurisprudence constante de la Cour est que la spécificité de la procédure et du déroulement *entier* du procès est d'une importance substantielle pour déterminer si l'article 6 a été violé ou non. Ainsi, dans l'affaire *Bryan*, la Cour a dû vérifier si le « *High Court* » britannique remplit les exigences de l'article 6 ⁽³⁾. Le *High Court* ne se prononce notamment pas sur les faits mais uniquement sur le droit appliqué et ne peut qu'annuler la décision prise. Afin de déterminer si le contrôle du *High Court* suffit, la Cour européenne examine l'objet de la décision contestée et la procédure suivie pour arriver à la décision contestée, y compris les appels possibles. Dans ce cas, la Cour a fait référence aux garanties quasi juridictionnelles contenues

voegdheid, niet enkel om de legaliteit van de boetes te controleren, maar tevens om zich uit te spreken over de hoogte van de boetes ⁽¹⁾.

Reactie :

A. De Raad gaat er terecht van uit dat de administratieve sancties van het ontwerp onder de toepassingsfeer valt van artikel 6 EVRM. Vooral het feit dat de administratieve sancties een algemeen karakter hebben en punitief van aard zijn is *in casu* van belang.

Daaruit besluit de Raad evenwel dat artikel 6 van het EVRM een beroepsmogelijkheid vraagt met volle rechtsmacht. Er is volgens de Raad nood aan een volwaardig juridictioneel beroep teneinde te voldoen aan de vereisten van artikel 6. Om in overeenstemming te zijn met de Europese rechtspraak betekent dit volgens de Raad minstens dat de rechter toezicht moet kunnen houden op de proportionaliteit tussen de sanctie en de zwaarte van de feiten.

Alhoewel dit niet woordelijk is terug te vinden in de tekst van artikel 6, § 1, EVRM, wordt het recht op toegang tot de rechter algemeen aanvaard. Dit houdt in beginsel in dat er een rechterlijke instantie voorhanden moet zijn die voldoet aan de vereisten van artikel 6, § 1 en een oordeel kan vellen in rechte en in feite.

Dit recht is echter niet absoluut : « *Les états contractants jouissent en la matière d'une certaine marge d'appréciation. Il appartient pourtant à la Cour de statuer en dernier ressort sur le respect des exigences de la Convention : elle doit se convaincre que les limitations appliquées ne restreignent pas l'accès ouvert à l'individu d'une manière ou à un point tels que le droit s'en trouve atteint dans sa substance même. En outre, pareille limitation ne se concilie avec l'article 6, § 1^{er}, que si elle tend à un but légitime et s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé (voir parmi d'autres, l'arrêt *Stubblings* et autres c. Royaume-Uni du 22 octobre 1996, Recueil-IV, p. 1502, § 50) » ⁽²⁾.*

De beperking op de toegang tot de rechter wordt met andere woorden toegelaten mits :

- de essentie van het recht op toegang niet geschaad wordt;
- de beperking een legitiem doel beoogt;
- er een evenredigheid bestaat tussen het doel en de beperking.

Bovendien is het constante rechtspraak van het Hof dat de specificiteit van de procedure en van de *gehele* toegang van wezenlijk belang is om na te gaan of artikel 6 al dan niet geschonden is. Zo diende het Hof in de zaak *Bryan* na te gaan of de Britse « *High Court* » voldoet aan de vereisten van artikel 6 ⁽³⁾. De *High Court* spreekt zich met name niet uit over de feiten doch enkel over het toegepaste recht en kan enkel de genomen beslissing vernietigen. Om na te gaan of het toezicht van de *High Court* voldoende is, onderzoekt het Europees Hof het voorwerp van de aangevochten beslissing en de wijze die gevolgd wordt om tot de aangevochten beslissing te komen met inbegrip van de mogelijke beroepen. *In casu* werd door het Hof verwezen

⁽¹⁾ Tribunal du travail Mons, le 2 mai 1995, Chron. Dr. Soc., 1996, p. 147, JTT, 1996, p. 84; notons cependant que la version francophone de l'avis fait référence à une décision de la cour du travail à Mons.

⁽²⁾ CEDH, *Tinnely & Sons LTD et autres*, le 10 juillet 1998 (jurisprudence constante).

⁽³⁾ CEDH, *Bryan*, le 22 novembre 1995.

⁽¹⁾ Arbrb. Bergen, 2 mei 1995, Chron. Dr. Soc., 1996, blz. 147, JTT, 1996, blz. 84; er weze wel opgemerkt dat in de Franstalige versie van het advies wordt verwezen naar een uitspraak van het arbeidshof te Bergen.

⁽²⁾ EHRM, *Tinnely en Sons LTD en andere*, 10 juli 1998 (vaste rechtspraak).

⁽³⁾ EHRM, *Bryan*, 22 november 1995.

dans la procédure lorsqu'un inspecteur arrive à une décision : « ... la observe que la *High Court* n'aurait pas été en mesure de substituer ses propres constatations de fait à celles de l'inspecteur mais aurait eu le pouvoir de s'assurer que les constatations de l'inspecteur ou les déductions qui en découlaient n'étaient ni arbitraires ni irrationnelles. On peut raisonnablement attendre une telle façon de procéder de la part d'une juridiction d'appel dans des domaines juridiques spécialisés tel que celui en cause (*i.c. ruimtelijke ordening*), en particulier lorsque les faits ont auparavant été établis en cours d'une procédure quasi judiciaire respectant nombre d'exigences de l'article 6, § 1^{er}. Cette méthode se retrouve fréquemment dans les systèmes de contrôle juridictionnel des décisions administratives, en vigueur dans l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe. De fait, en l'espèce, l'objet de la décision attaquée était un parfait exemple de l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire de jugement destiné à régir le comportement des citoyens dans le secteur de l'aménagement urbain et rural. » (§ 47).

L'on a donc accepté dans l'affaire Bryan qu'un collège juridictionnel ne peut vérifier qu'en droit sans examiner les faits et sans pour autant avoir une pleine juridiction.

Dans l'affaire Zumtobel, la Cour décide également que la compétence de la Cour administrative de ne vérifier que la légalité lors d'une expropriation n'est pas en contradiction avec l'article 6 CEDH ⁽¹⁾.

Il paraît également utile d'examiner de plus près la jurisprudence en matière de l'article 13 de la CEDH. L'article 13 stipule que chacun a droit à un recours utile devant une instance nationale lorsque les droits et les libertés repris dans la CEDH sont violés. Suivant l'article 13, le recours doit en premier lieu être « utile » ou « effectif ». Le recours devant une instance nationale doit d'abord être en mesure de se prononcer sur la violation d'un droit protégé par la Convention (cela n'implique pas forcément qu'un recours « direct » aux dispositions de la CEDH ou ses protocoles doit être possible). Deuxièmement, lorsque ce droit a été violé, l'instance de recours doit pouvoir prononcer des mesures rectificatives : « Cette disposition a donc pour conséquence d'exiger un recours interne habilitant l'instance nationale compétente à connaître du contenu du grief fondé sur la Convention et à offrir le redressement approprié, même si les États contractants jouissent d'une certaine marge d'appréciation quant à la manière de se conformer aux obligations que leur fait cette disposition » ⁽²⁾.

naar de quasi-jurisdictionele waarborgen die in de procedure vervat zitten wanneer een inspecteur tot een beslissing komt : « ... la observe que la *High Court* n'aurait pas été en mesure de substituer ses propres constatations de fait à celles de l'inspecteur mais aurait eu le pouvoir de s'assurer que les constatations de l'inspecteur ou les déductions qui en découlaient n'étaient ni arbitraires ni irrationnelles. On peut raisonnablement attendre une telle façon de procéder de la part d'une juridiction d'appel dans des domaines juridiques spécialisés tel que celui en cause (*in casu ruimtelijke ordening*), en particulier lorsque les faits ont auparavant été établis en cours d'une procédure quasi judiciaire respectant nombre des exigences de l'article 6, § 1^{er}. Cette méthode se retrouve fréquemment dans les systèmes de contrôle juridictionnel des décisions administratives, en vigueur dans l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe. De fait, en l'espèce, l'objet de la décision attaquée était un parfait exemple de l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire de jugement destiné à régir le comportement des citoyens dans le secteur de l'aménagement urbain et rural. » (§ 47).

In de zaak Bryan werd dus aanvaard dat een rechtscollège enkel in rechte kan toetsen zonder op de feiten te kunnen ingaan en zonder zodoende volle rechtsmacht te hebben.

In de zaak Zumtobel beslist het Hof eveneens dat de bevoegdheid van het administratieve Hof om enkel de wettigheid te toetsen bij onteigening niet strijdig is met artikel 6 EVRM ⁽¹⁾.

Het lijkt eveneens nuttig om de jurisprudentie over artikel 13 van het EVRM nader te onderzoeken. Artikel 13 bepaalt dat eenieder het recht heeft op een nuttig beroep voor een nationale instantie wanneer de rechten en de vrijheden die opgenomen zijn in het EVRM geschonden zijn. In eerste orde dient het beroep volgens artikel 13 « nuttig » of « effectief » te zijn. Het beroep bij de nationale instantie moet zich vooreerst kunnen uitspreken over de schending van een recht dat door het Verdrag wordt beschermd (dit betekent niet dat er noodzakelijkerwijze een « rechtstreeks » beroep op de bepalingen van het EVRM of zijn protocollen mogelijk moet zijn). Ten tweede moet de beroepsinstantie wanneer dit recht is geschonden, maatregelen tot herstel kunnen uitspreken : « Cette disposition a donc pour conséquence d'exiger un recours interne habilitant l'instance nationale compétente à connaître du contenu du grief fondé sur la Convention et à offrir le redressement approprié, même si les États contractants jouissent d'une certaine marge d'appréciation quant à la manière de se conformer aux obligations que leur fait cette disposition » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ CEDH, Zumtobel, le 21 septembre 1993.

⁽²⁾ CEDH, Chahal, le 15 novembre 1996, § 145; voir également CEDH, Aksoy, le 18 décembre 1996, § 95; D contre UK, le 2 mai 1997, § 69; Vilvarajah, et autres, le 30 octobre 1991, Publ. Cour, Série A, Vol. 215, § 122; Soering, le 7 juillet 1989, Publ. Cour, Série A, Vol. 161, § 120; Halford, le 25 juin 1997, § 64; Anderson Anne-Marie, le 27 août 1997, § 40; M.S., le 27 août 1997, § 54; Aydin, le 25 septembre 1997, § 103; Menten, et autres, le 28 novembre 1997, § 89; Gundem, le 25 mai 1998, § 75; Camenzind, le 16 décembre 1997, § 53 et Ergi, le 28 juillet 1998, § 96.

⁽¹⁾ EHRM, Zumtobel, 21 septembre 1993.

⁽²⁾ EHRM, Chahal, 15 novembre 1996, § 145; zie eveneens EHRM, Aksoy, 18 december 1996, § 95; D tegen UK, 2 mei 1997, § 69; Vilvarajah, en andere, 30 oktober 1991, Publ. Hof, Serie A, Vol. 215, § 122; Soering, 7 juli 1989, Publ. Hof, Serie A, Vol. 161, par. 120; Halford, 25 juni 1997, § 64; Anderson Anne-Marie, 27 augustus 1997, § 40; M.S., 27 augustus 1997, § 54; Aydin, 25 september 1997, § 103; Menten, e.a., 28 november 1997, § 89; Gundem, 25 mei 1998, § 75; Camenzind, 16 december 1997, § 53 en Ergi, 28 juli 1998, § 96.

L'instance doit être en mesure de prendre connaissance au fond de l'affaire et en tout cas être compétente pour faire réellement arrêter d'une manière ou autre la violation constatée ⁽¹⁾. Le remède indiqué à l'infraction n'a pas été fixé, offrant aux Etats membres une marge d'appréciation large en la matière ⁽²⁾.

De toute façon, les exigences exprimées par l'article 13 de la CEDH au sujet de l'effectivité du recours dépendent largement des circonstances concrètes, de la législation applicable, de la nature ou de la qualité de l'appelant et de la gravité de l'infraction aux droits et libertés prévus par la CEDH. On ne peut donc pas formuler des principes généraux sans référence immédiate à la spécificité de l'affaire. En application de l'article 13 de la CEDH, la Cour prête beaucoup d'importance à la nature et la gravité de la plainte qui doit être protégée par l'aide judiciaire effective : « La portée de l'obligation découlant de l'article 13 varie en fonction de la nature du grief que le requérant fonde sur la Convention » ⁽³⁾.

Au risque aussi de porter atteinte, par des termes trop absolus, à la juridiction de la CEDH très nuancée et basée sur la casuistique, l'on peut conclure ce qui suit :

- La pleine juridiction n'est pas requise.
- Une compétence limitée du juge de police est conforme à l'article 6 de la CEDH.
- Comme le signale l'avis du Conseil d'État, les compétences du juge de police doivent être décrites de manière plus détaillée. Ainsi, la conséquence du prononcé du juge de police doit être reprise dans le projet. On assurera de plus que le juge de police dispose d'un droit de contrôle marginal dans ce sens que la proportionnalité de la sanction peut être vérifiée.

Il faut noter, par souci d'exhaustivité et en tant que réplique au Conseil, que nulle part dans la loi sur le football, la compétence de modifier entièrement la décision prise est confiée, ce qui ne ressort pas non plus de l'exposé des motifs. Dans cette matière aussi il y a donc un droit de contrôle marginal. Notons d'autre part qu'aucune disposition de la loi du 30 juin 1971 ne détermine ce que le tribunal du travail peut et ne peut pas. La cour d'appel de Mons ou le tribunal du travail (voir la différence entre l'avis néerlandophone et l'avis francophone) a bien stipulé en 1996 que le tribunal du travail peut se prononcer sur l'importance de l'amende, mais ceci n'est repris nulle part dans la loi. Il est cependant une bonne chose que la proportionnalité de la sanction est vérifiée par l'instance de recours.

Ce qui est toutefois exclu (aussi en « plein recours ») c'est que le juge diminue la sanction jusqu'en dessous du

De instantie moet ten gronde kennis kunnen nemen van de zaak en in ieder geval bevoegd zijn om op één of andere manier een vastgestelde schending ook daadwerkelijk te doen ophouden ⁽¹⁾. Hoe de schending dan geremedieerd dient te worden staat niet vast, zodat de lidstaten terzake over een ruime appreciatiemarge beschikken ⁽²⁾.

Hoe dan ook zijn de vereisten die door artikel 13 van het EVRM worden gesteld inzake de effectiviteit van het beroep in grote mate afhankelijk van de concrete omstandigheden, de toepasselijke wetgeving, de aard of de hoedanigheid van de klager en de ernst van de inbreuk op de rechten en vrijheden voorzien door het EVRM. Algemene principes kunnen aldus niet worden gegeven zonder onmiddellijk te verwijzen naar de bijzonderheden van de zaak. Bij toepassing van artikel 13 van het EVRM hecht het Hof veel belang aan de aard en de ernst van de klacht dat door de daadwerkelijke rechtshulp moet worden beschermd : « *La portée de l'obligation découlant de l'article 13 varie en fonction de la nature du grief que le requérant fonde sur la Convention* » ⁽³⁾.

Op gevaar af derhalve met te absolute bewoordingen afbreuk te doen aan de zeer genuanceerde en op casuïstiek berustende rechtspraak van het EHRM kan het volgende worden geconcludeerd :

- Volle rechtsmacht is niet vereist.
- Een beperkte bevoegdheid van de politierechter is conform artikel 6 van het EVRM.
- Zoals aangegeven in het advies van de Raad van State moet de bevoegdheid van de politierechter gedetailleerder worden omschreven. Zo moet het gevolg van de uitspraak van de politierechter in het ontwerp worden opgenomen. Bovendien zal worden voorzien dat de politierechter een marginaal toetsingsrecht heeft in die zin dat de proportionaliteit van de sanctie kan worden getoetst.

Volledigheidshalve en als repliek op de Raad moet wel worden gesteld dat nergens in de voetbalwet expliciet de bevoegdheid wordt gegeven de genomen beslissing volledig te hervormen, noch blijkt dit uit de memorie van toelichting. Ook hier is er derhalve een marginaal toetsingsrecht. Voorts weze toch opgemerkt dat de wet van 30 juni 1971 nergens enige bepaling voorziet waarbij gezegd wordt wat de arbeidsrechtbank kan en niet kan. Het hof van beroep van Bergen of de arbeidsrechtbank (cf. verschil tussen Nederlands en Frans advies) heeft in 1996 wel gezegd dat de arbeidsrechtbank zich kan uitspreken over de hoogte van de boete, maar dit staat nergens in de wet. Niettemin is het goed dat door de beroepsinstantie de proportionaliteit van de sanctie wordt bekeken.

Het is echter (trouwens ook in een « vol beroep ») uitgesloten dat de rechter de straf zou verminderen tot beneden

⁽¹⁾ CEDH, *Class, et autres*, le 6 septembre 1978, Publ. Cour, Série A, Vol. 28, § 66; CEDH, *James et autres*, le 21 février 1986, Publ. Cour, Série A, Vol. 98, § 84; CEDH, *Lithgow, et autres*, le 8 juillet 1986, Publ. Cour, Série A, Vol. 102, § 206; CEDH, *Leander*, le 26 mars 1987, Publ. Cour, Série A, Vol. 116, § 79; CEDH, *Boyle et Rice*, le 17 avril 1988, Publ. Cour, Série A, Vol. 131, § 52; CEDH, *Socring*, le 7 juillet 1989, Publ. Cour, Série A, Vol. 161, § 120; CEDH, *Vilvarajah et autres*, le 30 octobre 1991, Publ. Cour, Série A, Vol. 215, § 122; CEDH, *Murray*, le 28 octobre 1994, Publ. Cour, Série A, Vol. 300-A, § 100 et CEDH, *Efstathiou*, le 18 décembre 1996, § 47

⁽²⁾ Cf. la partie déjà citée de l'arrêt CEDH, *Chahal*, le 15 novembre 1996, § 145 et les références correspondantes.

⁽³⁾ CEDH *Aksoy*, le 25 septembre 1996, § 95 et par. 98 : CEDH, *Aydin*, le 25 septembre 1997, § 103.

⁽¹⁾ EHRM, *Klass, e.a.*, 6 septembre 1978, Publ. Hof, Série A, Vol. 28, § 66; EHRM, *James, e.a.*, 21 februari 1986, Publ. Hof, Série A, Vol. 98, § 84; EHRM, *Lithgow, e.a.*, 8 juli 1986, Publ. Hof, Série A, Vol. 102, § 206; EHRM, *Leander*, 26 maart 1987, Publ. Hof, Série A, Vol. 116, § 79; EHRM, *Boyle en Rice*, 17 april 1988, Publ. Hof, Série A, Vol. 131, § 52; EHRM, *Socring*, 7 juli 1989, Publ. Hof, Série A, Vol. 161, § 120; EHRM, *Vilvarajah e.a.*, 30 oktober 1991, Publ. Hof, Série A, Vol. 215, § 122; EHRM, *Murray*, 28 oktober 1994, Publ. Hof, Série A, Vol. 300-A, § 100 en EHRM, *Afstratiou*, 18 december 1996, § 47.

⁽²⁾ Cf. het reeds geciteerde stuk uit het arrest EHRM, *Chahal*, 15 november 1996, § 145 en bijhorende referenties.

⁽³⁾ EHRM *Aksoy*, 25 september 1996, § 95 en § 98 : EHRM, *Aydin*, 25 september 1997, § 103.

minimum légal. Ainsi a été décidé au sujet d'allocation de chômage que le directeur de l'ONEm dans le cadre de la politique générale de l'ONEm et tenant compte des faits réels a une liberté de mouvement entre le minimum et le maximum lorsqu'il détermine la sanction et que le juge ne peut pas intervenir dans la politique de l'ONEm et doit se limiter exclusivement au contrôle de la décision administrative en ce qui concerne la preuve des faits, la procédure suivie et l'application de la loi ⁽¹⁾. L'administration est habilitée à apprécier la gravité de la sanction entre un minimum et un maximum et donc à mener une politique. Le juge ne peut pas se substituer à l'administration ⁽²⁾. La Cour de Cassation annule dans un arrêt du 10 juin 1996 un arrêt par lequel les juges d'appel ont décidé que, suite à la bonne foi de l'intéressé, la sanction imposée sur la base de l'article 153 de l'arrêté relatif au chômage ne doit pas être imputée, tenant compte de l'amélioration spontanée. Conformément à la conclusion de l'avocat général Leclercq, la Cour décide de principe que le juge ne peut pas priver le fonctionnaire de son pouvoir d'appréciation et ne peut pas le substituer à lui. Sinon il porte atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. Le ministère public constate d'ailleurs dans sa conclusion que de plus en plus de juges se laissent tenter par le principe de la proportionnalité, se dévoyant assez vite en procédant à un jugement sur l'opportunité de la décision administrative ⁽³⁾.

D'après A. Alen, la pleine juridiction exige que la supervision juridique de la légalité porte sur les questions juridiques comme sur les faits de la cause, ce qui suppose entre autres que le juge est habilité à vérifier le fondement de fait d'une action publique en cause devant lui, ainsi qu'à vérifier si la mesure contestée respecte le principe de proportionnalité ⁽⁴⁾. C'est exactement ce qui est visé et décrit par le présent projet de loi.

2. *Applicabilité des principes du livre I^{er} du Code pénal (p. 26 et 27 de l'avis)*

Conseil :

D'après le Conseil, il paraît que l'avant-projet vise à ne pas appliquer l'applicabilité des principes généraux du droit pénal telle que reprise dans les dispositions du livre I^{er} du code pénal et dans les lois pénales spéciales.

Le Conseil est d'avis que, si tel est le cas, il faut le reprendre de façon plus explicite dans l'exposé des motifs et il faut pourvoir à des règles en cas de, par exemple, une infraction commise par un mineur, en cas d'un concours de plusieurs infractions ou à des règles en matière des éléments justificatifs et d'excusabilité.

het wettelijke minimum. Zo is inzake werkloosheidsuitkeringen beslist dat de directeur van de RVA binnen het kader van het algemene beleid van de RVA, rekening houdend met alle feitelijke elementen, zich tussen minimum en maximum kan bewegen om de sanctie te bepalen en dat de rechter niet kan ingrijpen in het beleid van de RVA en zich enkel moet beperken tot een toetsing van de administratieve beslissing in verband met het bewijs van de feiten, de gevolgde procedure en de toepassing van de wet ⁽¹⁾. Het bestuur heeft de bevoegdheid om de strafomvang te appreciëren tussen een minimum en een maximum en derhalve om een beleid te voeren. De rechter mag zich niet in de plaats stellen van het bestuur ⁽²⁾. In een arrest van 10 juni 1996 vernietigt het Hof van Cassatie een arrest waarbij de appèlrechters hebben beslist dat wegens de goede trouw van de betrokkene de op grond van artikel 153 van het werkloosheidsbesluit opgelegde sanctie, gelet op de spontane verbetering, niet hoeft te worden toegepast. In aansluiting bij de conclusie van advocaat-generaal Leclercq beslist het Hof principieel dat de rechter de ambtenaar zijn beoordelingsbevoegdheid niet mag ontzeggen en niet in zijn plaats mag treden. Anders schendt hij het beginsel van de scheiding der machten. In zijn conclusie schrijft het openbaar ministerie trouwens dat meer en meer rechters zich laten verleiden door het beginsel van de proportionaliteit, om al vlug uit de bocht te gaan en over te gaan tot een opportuniteitsbeoordeling van de administratieve beslissing ⁽³⁾.

Volgens A. Alen vereist volle rechtsmacht dat het rechterlijk wettigheidstoezicht zowel op rechtsvragen als op feitenkwesties betrekking heeft, hetgeen onder meer veronderstelt dat de rechter bevoegd is om de feitelijke grondslag van een voor hem bestreden overheids-handeling te verifiëren, evenals om na te gaan of de bestreden maatregel het evenredigheidsbeginsel eerbiedigt ⁽⁴⁾. Dit is precies wat in onderhavig wetsontwerp wordt beoogd en ook geschreven.

2. *Toepasselijkheid van de principes van boek I van het Strafwetboek (blz. 26 en 27 van het advies)*

Raad :

Volgens de Raad lijkt het erop dat het voorontwerp de bedoeling heeft de toepasselijkheid van de algemene beginselen van het strafrecht zoals vervat in de bepalingen van boek I van het Strafwetboek en in de bijzondere straffwetten niet van toepassing te maken.

Indien dat het geval is dient volgens de Raad dit duidelijker te worden opgenomen in de memorie van toelichting en dienen regels te worden voorzien voor het geval, bijvoorbeeld, dat een inbreuk wordt gepleegd door een minderjarige, voor het geval van samenloop van meerdere inbreuken of voor de materie van de rechtvaardigingsgronden en verschoningsgronden.

⁽¹⁾ Cour d'arb. Anvers, le 21 septembre 1992, *JTT*, 1993, 100

⁽²⁾ Cour d'arb. Anvers, le 23 novembre 1989, *JTT*, 1990, 328

⁽³⁾ Cass., le 10 juin 1996, Arr. Cass., 1996, n° 227; cf. la conclusion de l'avocat général dans Pas., 1996, I, 611.

⁽⁴⁾ A. Alen, « Administratieve geldboeten : hun internationaal en internrechtelijke kwalificatie », dans *Liber Amicorum* G. Baeteman, Bruxelles, Story, 1997, n° 17.2.

⁽¹⁾ Arbh. Antwerpen, 21 september 1992, *JTT*, 1993, 100.

⁽²⁾ Arbh. Antwerpen, 23 november 1989, *JTT*, 1990, 328.

⁽³⁾ Cass., 10 juni 1996, Arr. Cass., 1996, n° 227; cf. de conclusie van de advocaat-generaal in Pas., 1996, I, 611.

⁽⁴⁾ A. Alen, « Administratieve geldboeten : hun internationaal en internrechtelijke kwalificatie », in *Liber Amicorum* G. Baeteman, Brussel, Story, 1997, n° 17.2.

Réaction :

— Outre la particularité que d'après le Conseil on retrouve des principes généraux du droit pénal dans les lois pénales spéciales, il est évidemment clair que ces principes généraux tels qu'ils se trouvent dans le livre I^{er} du Code pénal ne sont en effet pas d'application. Ce qui est assez évident étant donné qu'il ne s'agit plus d'une procédure pénale.

— Puisque la réglementation du droit pénal n'est pas d'application (ce qui sera éclairci dans l'exposé des motifs) il ne faut pas pourvoir à un règlement spécifique des domaines cités.

On peut notamment référer au fait que la loi sur le football n'a pas non plus prévu un règlement spécifique pour les cas d'infractions commises par des mineurs. On ne reprendra pas simplement des éléments justificatifs et d'excusabilité qui sont des constructions juridiques typiques de caractère pénal. Le Conseil ne cerne d'ailleurs pas la nécessité de bien rédiger ce règlement *sui generis*. Il est évident que si rien n'est prévu en la matière, on doit partir de l'hypothèse que des constructions spéciales telles que les éléments justificatifs et d'excusabilité n'existent simplement pas. L'article 119bis, § 5, en projet stipule cependant clairement que la sanction doit être proportionnelle et fonction d'un éventuel récidivisme, ce qui permet parfaitement de moduler au cas par cas.

Comme le suggère le Conseil, il est recommandé, dans l'intérêt de la sécurité juridique, de prévoir en effet une réglementation de concours. On s'inspirera à cet effet de l'article 29, alinéa 3, de la loi sur le football. Si rien n'était prévu en la matière, la pratique devrait démontrer comment un tel problème est traité, préservant en tout cas les principes généraux de bonne administration.

Notons aussi que la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives d'application en cas d'infraction à certaines lois sociales, ne prévoit aucune des règles procédurales suggérées par le Conseil, à l'exception d'un règlement de concours.

Remarques particulières**1. Co-présentation du projet par le ministre de la Justice***Conseil :*

Puisque le recours auprès du juge de police est instauré et le projet touche donc à l'organisation judiciaire, le projet doit, selon le Conseil, être soumis aux Chambres sur la proposition en commun du ministre de la Justice.

Réaction : d'accord.

Il s'agit ici d'un oubli puisque la contresignature du ministre de la Justice était déjà prévue.

2. Article 1^{er} : traitement parlementaire*Conseil :*

Le Conseil pose sans la moindre motivation que l'article 119bis, § 12, en projet, vise une matière réglée par l'article 77 de la Constitution.

Reactie :

— Benevens de eigenaardigheid dat er volgens de Raad ook algemene beginselen van strafrecht terug te vinden zijn in de bijzondere strafwetten, is het uiteraard duidelijk dat deze algemene beginselen zoals zij terug te vinden zijn in boek I van het Strafwetboek inderdaad niet van toepassing zijn. Dit is nogal evident vermits het niet langer om een strafrechtelijke procedure gaat.

— Vermits de regels van het strafrecht niet van toepassing zijn (en dat zal duidelijker worden gesteld in de memorie van toelichting) moet voor de domeinen die opgesomd zijn geen specifieke regeling worden voorzien.

Er mag met name vooreerst worden verwezen naar het feit dat de voetbalwet evenmin een aparte regeling heeft voorzien voor het geval dat inbreuken worden begaan door minderjarigen. Ook van rechtvaardigingsgronden en verschoningsgronden, die typische strafrechtelijke rechtsfiguren zijn, zal hier geen kopie worden gemaakt. Overigens zegt de Raad niet waarin de noodzaak zou bestaan om deze *sui generis* regeling dan wel te schrijven. Het is evident dat wanneer terzake niets wordt voorzien, er moet van uitgegaan worden dat specifieke figuren zoals rechtvaardigings- en verschoningsgronden gewoonweg niet bestaan. Het ontworpen artikel 119bis, § 5, stelt evenwel duidelijk dat de sanctie proportioneel moet zijn en in functie van eventuele herhaling, hetgeen een modulering geval per geval perfect toelaat.

Omwille van de rechtszekerheid verdient het aanbeveling, zoals de Raad suggereert, inderdaad een samenloopregeling te voorzien. Hierbij zal inspiratie worden gezocht bij artikel 29, lid 3, van de voetbalwet. Wanneer terzake evenwel niets zou worden voorzien, zou in de praktijk moeten blijken hoe dergelijk probleem wordt behandeld waarbij de algemene beginselen van behoorlijk bestuur hoe dan ook gevrijwaard dienen te blijven.

Er weze ook opgemerkt dat ook de wet van 30 juni 1971, betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, behoudens een samenloopregeling ook geen van de door de Raad gesuggereerde procedureregels voorziet.

Bijzondere Opmerkingen**1. Mede-voorstelling van het ontwerp door de minister van Justitie***Raad :*

Vermits een beroep bij de politierechter wordt ingevoerd en het ontwerp derhalve de rechterlijke organisatie raakt, moet het ontwerp volgens de Raad mede op voorstel van de minister van Justitie bij de Kamers worden ingediend.

Reactie : akkoord.

Het betreft hier een vergetelheid vermits de mede-ondertekening door de minister van Justitie reeds was voorzien.

2. Artikel 1 : parlementaire behandeling*Raad :*

Zonder enige motivering stelt de Raad dat het ontworpen artikel 119bis, § 12, een materie regelt zoals voorzien bij artikel 77 van de Grondwet.

Réaction : pas d'accord.

On ne peut pas donner suite à l'avis non motivé du Conseil d'État relatif au fait que l'article 119bis, § 12, en projet de la nouvelle loi communale réglerait une matière visée par l'article 77, alinéa 1^{er}, 9° de la constitution et qui donc ferait observer qu'il s'agit en la matière d'un « projet mixte ». En effet, l'article 77, alinéa 1^{er}, 9° ne fait mention que de l'« organisation », dans le sens strict du mot, des cours et des tribunaux. Seule l'« organisation judiciaire » telle que visée par le titre II du Code judiciaire est en cause ici. En ce qui concerne toutes les autres dispositions, par exemple celles relatives à la tâche et la compétence des instances judiciaires et les procédures devant elles (en l'occurrence une extension de la compétence du tribunal de police), l'initiative législative n'est par contre pas d'application suivant le système de bicaméralisme total. La préparation parlementaire de la révision de la Constitution du 5 mai 1993 montre bien que les mots « *organisation des cours et des tribunaux* », qui figurent dans l'article 41, § 2, 9° — devenu l'article 77, alinéa 1^{er}, 9° de la Constitution — peuvent être interprétés dans un tel sens que l'organisation judiciaire est visée « telle que visée par le titre II du Code judiciaire, ainsi que les principes généraux visés par le titre I^{er}, pour autant qu'ils se portent sur l'organisation judiciaire » (Procès-verbal de la commission de la révision de la Constitution et de la réforme des institutions, Doc. Parl., Sénat, S.E., 1991-92, n° 100-19/2°, p. 18).

Je sais que, déjà dans un avis du 10 octobre 1995 ⁽¹⁾, le Conseil a posé qu'il faut conclure de l'économie du texte constitutionnel et de sa cohérence que le bicaméralisme pur s'applique aussi bien sur l'organisation des cours et des tribunaux que sur leurs compétences.

Il est évident que cet avis est cependant contestable ⁽²⁾ et risque de vider de sa substance la répartition des compétences, élaborée par le législateur de 1993. Le bicaméralisme sera entièrement d'application à chaque fois qu'on touche de l'une ou l'autre manière à la compétence d'une instance judiciaire ⁽³⁾.

Il faut en tout cas examiner si l'aspect juridique est suffisamment important pour justifier une qualification bicamérale. En matière de la loi sur le football aussi, on a opté pour un bicaméralisme optionnel.

Reactie : niet akkoord.

Er kan niet worden ingegaan op het niet-gemotiveerd advies van de Raad van State met betrekking tot het feit dat het voorgenomen artikel 119bis, § 12, van de nieuwe gemeentewet een aangelegenheid zou regelen zoals voorzien door artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet en dus feitelijk stelt dat het terzake zou gaan om een « gemengd ontwerp ». Inderdaad, in het artikel 77, eerste lid, 9°, is uitsluitend sprake van de « organisatie », in de strikte zin van het woord, van de hoven en rechtbanken. Alleen de « rechterlijke organisatie » in de zin van titel II van het Gerechtelijk Wetboek is hier aan de orde. Wat alle overige maatregelen betreft, bijvoorbeeld die welke betrekking hebben op de taak en de bevoegdheid van of de rechtspleging voor de rechterlijke instanties (*in casu* een uitbreiding van de bevoegdheid van de politierechtbank), is het wetgevend initiatief volgens de werkwijze van het volledig bicameralisme daarentegen niet van toepassing. Uit de parlementaire voorbereiding van de herziening van de Grondwet van 5 mei 1993 blijkt ook dat de woorden « organisatie van de hoven en de rechtbanken », welke voorkomen in artikel 41, § 2, 9° — dat artikel 77, eerste lid, 9° van de Grondwet is geworden — aldus kunnen worden opgevat dat de rechterlijke organisatie bedoeld wordt « zoals vermeld in titel II van het Gerechtelijk Wetboek, evenals de algemene beginselen die zijn vervat in titel I, voorzover ze betrekking hebben op de rechterlijke organisatie » (Verslag namens de commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, Gedr. Stuk, Senaat, B.Z. 1991-1992, n° 100-19/2°, blz. 18).

Ik weet dat reeds in een advies van 10 oktober 1995 ⁽¹⁾ de Raad heeft gesteld dat uit de economie van de grondwetstekst en uit de samenhang ervan moet worden afgeleid dat het zuiver bicameralisme geldt zowel voor de organisatie van de hoven en rechtbanken als voor hun bevoegdheden.

Het is duidelijk dat dit advies evenwel voor kritiek vatbaar is ⁽²⁾ en de door de grondwetgever van 1993 uitgewerkte bevoegdheidsverdeling dreigt uit te hollen. Telkens wanneer op één of andere manier geraakt wordt aan de bevoegdheid van een gerechtelijke instantie zou het volledig bicameralisme van toepassing zijn ⁽³⁾.

Er dient alleszins te worden nagegaan of het jurisdictionele aspect voldoende zwaarwichtig is om een bicamerale kwalificatie te verantwoorden. Ook voor de voetbalwet werd geopteerd voor een optioneel bicameralisme.

⁽¹⁾ Avis CdE avec n° L. 24.111/2/V et L. 24.594/2/V. Voir également l'Avis du 30 octobre 1995, Doc. Parl., Sénat, 1995-1996, n° 1-332/1, p. 26-30.

⁽²⁾ Voir entre autres : Defoort, P.J., « *Over de interpretatie van artikel 77, 9° van de Gecoördineerde Grondwet* », T.B.P., 1996, p. 127-131; Deltour, J., « *Kinderziekten van het nieuwe tweekamersstelsel* », TBP, 1996, p. 132-143; Vandernacht, P. et Van Nieuwenhove, J., « *De nieuwe federale wetgevende procedure* », in Leus, K. en Veny, L. (ed), « *Het federale België in de praktijk. De werking van de wetgevende vergaderingen na de verkiezingen van 21 mei 1995* », Brugge, Die Keure, 1996, p. 138-143.

⁽³⁾ Vande Lanotte, J., « *Overzicht van het publiek recht, Inleiding tot het publiek recht, Deel 2* », Brugge, Die Keure, 1997, n° 761.

⁽¹⁾ Advies Raad van de State met n° L. 24.111/2/V et L. 24.594/2/V. Zie ook advies van 30 oktober 1995, Gedr. Stuk, Senaat, 1995-1996, n° 1-332/1, blz. 26-30.

⁽²⁾ Zie onder andere : Defoort, PJ, « *Over de interpretatie van artikel 77, 9° van de Gecoördineerde Grondwet* », TBP, 1996, blz. 127-131; Deltour, J., « *Kinderziekten van het nieuwe tweekamersstelsel* », TBP, 1996, blz. 132-143; Vandernacht, P. en Van Nieuwenhove, J., « *De nieuwe federale wetgevende procedure* », in Leus, K. en Veny, L. (ed), « *Het federale België in de praktijk. De werking van de wetgevende vergaderingen na de verkiezingen van 21 mei 1995* », Brugge, Die Keure, 1996, blz. 138-143.

⁽³⁾ Vande Lanotte, J., « *Overzicht van het publiek recht, Inleiding tot het publiek recht, Deel 2* », Brugge, Die Keure, 1997, n° 761.

3. Article 3, paragraphe 1^{er}

Conseil : omettre les mots « arrêté royal ou arrêté ministériel ».

Réaction : d'accord.

4. Article 3, paragraphe 2

Conseil : rectifications textuelles.

Réaction : d'accord.

5. Article 3, paragraphe 3

Conseil : le texte ne traduit pas de façon suffisamment claire l'intention, notamment éviter qu'on ne combine dans un même règlement de police une sanction pénale et une sanction administrative pour la même infraction.

Réaction : d'accord.

Le but est donc très clairement d'obliger les communes à faire un choix. Le texte formulera donc encore plus clairement l'intention.

6. Article 3, paragraphe 4

Conseil : l'on suggère de mentionner dans le texte même que l'avertissement doit être adressé au contrevenant par lettre recommandée à la poste.

Réaction : pas d'accord.

L'exposé stipule qu'il est *préférable* d'envoyer l'avertissement par lettre recommandée, sans pour autant vouloir en faire une obligation. On peut par exemple préférer de le faire par lettre ordinaire, éventuellement contre accusé de réception, ou ça peut apparaître d'un procès-verbal.

7. Article 3, paragraphe 7

Conseil : textuel.

Réaction : d'accord.

8. Article 3, paragraphe 8

Conseil : le Conseil propose d'omettre la partie du texte « à compter du jour de la réception de l'original du procès-verbal ».

Réaction : pas d'accord.

On ne voit pas très bien pourquoi on devrait omettre cet éclaircissement qui permet de déterminer le moment exact à partir duquel le fonctionnaire peut initialiser la procédure et aussi le moment auquel commence le délai du procureur du Roi.

9. Article 3, paragraphe 9

Conseil : l'intéressé peut se faire représenter.

3. Artikel 3, paragraaf 1

Raad : weglaten van de woorden « koninklijk besluit of ministerieel besluit ».

Reactie : akkoord.

4. Artikel 3, paragraaf 2

Raad : tekstuele verbeteringen.

Reactie : akkoord.

5. Artikel 3, paragraaf 3

Raad : de tekst vertaalt niet duidelijk genoeg de bedoeling, namelijk vermijden dat in een zelfde politiereglement op dezelfde inbreuk tegelijk een penale en een administratieve sanctie staat.

Reactie : akkoord.

Het doel is dus zeer duidelijk de gemeenten te verplichten een keuze te maken. De tekst zal dus nog duidelijker de bedoeling weergeven.

6. Artikel 3, paragraaf 4

Raad : er wordt gesuggereerd om in de tekst zelf te schrijven dat de waarschuwing bij aangetekende brief aan de overtreder zou worden overgemaakt.

Reactie : niet akkoord.

In de memorie wordt gesteld dat het *aanbeveling* verdient de waarschuwing bij aangetekende brief te laten gebeuren, zonder daarvan nochtans een verplichting te willen maken. Zo zou het kunnen dat men verkiest dat per gewone brief te doen, dan wel tegen ontvangstbewijs, of nog zou het kunnen blijken uit een proces-verbaal.

7. Artikel 3, paragraaf 7

Raad : tekstueel.

Reactie : akkoord.

8. Artikel 3, paragraaf 8

Raad : de Raad stelt voor het stukje tekst « te rekenen van de dag van de ontvangst van het origineel van het proces-verbaal » te laten vallen.

Reactie : niet akkoord.

Men ziet niet goed in waarom men deze verduidelijking die toelaat duidelijk te weten vanaf welk ogenblik de ambtenaar met zijn procedure mag beginnen en die ook duidelijk maakt vanaf wanneer de termijn voor de procureur des Konings loopt, te laten vallen.

9. Artikel 3, paragraaf 9

Raad : de betrokkene kan zich ook laten vertegenwoordigen.

Réaction : d'accord.

10. Article 3, paragraphe 10

Conseil : Le Conseil observe qu'il n'y a pas un vrai délai d'échéance prévu à l'action administrative. Le Conseil estime de plus que ce délai devrait s'appliquer aux éventuels cas de suspension ou de fermeture.

Réaction : On y apportera la même solution que celle apportée à un problème similaire dans la « loi sur le football ». Là aussi l'article 32 stipule : « *Le fonctionnaire visé à l'article 26, alinéa 1^{er}, ne peut imposer de sanction administrative à l'échéance d'un délai de six mois, à compter du jour où le fait est commis, les éventuelles procédures de recours non comprises.* ».

Le projet a assumé que, si après six mois il n'y a plus moyen d'imposer une sanction, cela équivaut en pratique à une prescription des faits. Il est vrai que dans ce cas, on n'a toutefois pas encore tenu compte d'un éventuel recours auprès du tribunal de police.

On y insérera donc un ajout.

11. Article 3, paragraphe 12

Conseil : Le Conseil se demande s'il n'est pas indiqué de déclarer applicables, non les règles du Code judiciaire, mais les règles du droit de la procédure pénale. Les auteurs du projet doivent pour le moins éclaircir certains points, notamment en quelle qualité la commune intervient dans la procédure (partie requérante, partie défenderesse, partie poursuivante, partie civile, ...) et quelles sont les voies de recours contre la décision du tribunal de police (*quid* de l'opposition, *quid* des moyens juridiques exceptionnels ?)

Ensuite, le Conseil trouve paradoxal que la commune puisse aller en appel contre une décision d'un fonctionnaire désigné par elle-même qui aurait décidé d'infliger une amende administrative.

Réaction : pas d'accord.

Il est bien bizarre que le Conseil n'ait pas formulé la remarque relative au caractère applicable des règles du Code judiciaire dans son avis sur la « loi sur le football » qu'il n'était pas tenu de rendre dans les trois jours mais pour lequel il a pris plus d'un mois et demi.

Il ne s'agit pas ici de rendre d'application les règles de procédure du Code d'instruction criminelle, comme cela ne s'est pas fait non plus pour la « loi sur le football » précisément parce qu'il ne s'agit pas d'une procédure pénale mais d'une procédure civile *sui generis*, à laquelle s'appliquent alors les règles de procédure du Code judiciaire. De même, dans le droit social, le recours contre l'imposition d'une amende administrative a été confié à un tribunal civil, à savoir le tribunal du travail. Ce tribunal s'en tient aussi aux règles du Code judiciaire.

La remarque comme quoi le tribunal de police serait un tribunal pénal ne tient debout que partiellement, parce que, depuis que toutes les affaires relatives à la circulation ont été transférées à ce tribunal, celui-ci remplit également un rôle prononcé de tribunal civil. La loi du 11 juillet 1994

Reactie : akkoord.

10. Artikel 3, paragraaf 10

Raad : de Raad merkt op dat er geen echte verjarings-termijn voor de administratieve vordering is voorzien. Bovendien zouden volgens de raad eventuele gevallen van schorsing of stuiting van deze termijn moeten worden voorzien.

Reactie : in deze zal dezelfde oplossing worden gegeven als diegene die aan een gelijkaardig probleem werd gegeven in de « voetbalwet ». Ook daar stelt artikel 32 : « *De ambtenaar bedoeld in artikel 26, eerste lid, kan geen administratieve sanctie opleggen na het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van de dag waarop het feit werd gepleegd, de mogelijke beroepsprocedures niet inbegrepen.* ».

Het ontwerp was ervan uitgegaan dat indien na zes maanden geen sanctie meer kan worden opgelegd dit in de praktijk hetzelfde effect heeft als dat de feiten verjaard zouden zijn. Het is juist dat in dat geval echter nog geen rekening is gehouden met een eventueel beroep bij de politierechtbank.

Hier zal dus een toevoeging worden ingelast.

11. Artikel 3, paragraaf 12

Raad : de Raad stelt zich de vraag of het niet aangewezen voorkomt in plaats van de regels van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing te verklaren, de regels van het strafprocesrecht van toepassing te maken. Minstens moeten de auteurs van het ontwerp bepaalde punten verduidelijken, meer bepaald in welke hoedanigheid de gemeente tussenkomt in de procedure (eiser, verweerder, vervolgende partij, burgerlijke partij, ...) en welke de rechtsmiddelen zijn tegen de beslissing van de politierechtbank (*quid* met het verzet, *quid* met de buitengewone rechtsmiddelen ?).

Vervolgens vindt de Raad het paradoxaal dat de gemeente een beroep kan instellen tegen een beslissing van een door haarzelf aangeduide ambtenaar die tot het opleggen van een administratieve geldboete zou hebben beslist.

Reactie : niet akkoord.

Het is wel vreemd dat de Raad de opmerking van de toepasselijkheid van de regels van het Gerechtelijk Wetboek niet heeft gemaakt in haar advies op de « voetbalwet » dat zij niet binnen de drie dagen heeft moeten maken, maar waarvoor zij ruim anderhalve maand de tijd heeft gehad.

In deze is het niet de bedoeling de procedureregels van het Wetboek van strafvordering van toepassing te maken, zoals dat ook niet is gebeurd voor de « voetbalwet » juist omdat het niet gaat om een strafprocedure maar om een *sui generis* burgerlijke procedure, waarop dus de procedureregels van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn. Ook het beroep tegen het opleggen van een administratieve geldboete in het sociaal recht werd toevertrouwd aan een burgerlijke rechtbank, namelijk de arbeidsrechtbank. Ook deze rechtbank houdt zich aan de regels van het Gerechtelijk Wetboek.

De opmerking dat de politierechtbank een strafrechtbank is, is maar ten dele juist, omdat sedert de overdracht van alle zaken van verkeer naar deze rechtbank zij ook een uitgesproken rol als burgerlijke rechtbank heeft. Inderdaad werd door de wet van 11 juli 1994 (*Belgisch Staats-*

(*Moniteur belge* du 21 juillet 1994) a en effet inséré un chapitre IIIbis (« Du Tribunal de police ») dans la troisième partie (« De la compétence ») du Code judiciaire portant un article 601bis qui dit : « *Quel qu'en soit le montant, le tribunal de police connaît de toute demande relative à la réparation d'un dommage résultant d'un accident de la circulation même si celui-ci est survenu dans un lieu qui n'est pas accessible au public* », en vertu duquel par exemple des collisions survenues à un endroit privé et ayant parlé un caractère civil prononcé, doivent être portées devant le tribunal de police.

En ce qui concerne la procédure, il faudra donc suivre les règles du Code judiciaire. Cela signifie que le tribunal de police sera saisi d'une requête et dès lors, les dispositions des articles 1025 et suivants du Code judiciaire doivent être suivis.

La commune interviendra en tant que partie demanderesse (ou dans le jargon du Code judiciaire en tant que « requérant » ou « partie requérante ») dans la procédure devant le juge de police lorsqu'elle croit devoir se pourvoir contre la décision du fonctionnaire désigné. Contrairement à ce que prétend le Conseil, il n'est dès lors pas paradoxal du tout que la commune dispose de la possibilité de se pourvoir contre la décision du fonctionnaire compétent. Il s'agit alors évidemment d'une décision de *non-imposition* d'une sanction administrative et prise par un fonctionnaire qui n'appartient *pas* au cadre organique du personnel communal.

Mis à part les moyens juridiques exceptionnels, comme le recours en cassation, la décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'un autre moyen juridique. Il est impossible de faire défaut et donc d'aller en opposition. Celui qui se pourvoit en appel est évidemment partie intéressée. Si elle ne se présente pas à son propre recours, celui-ci ne sera pas recevable. Le but ne peut pas être de régler tout ceci en détail puisque dans ce cas, il faudrait rédiger une espèce de mini-code avec les règles procédurales à suivre. Je dois constater que ni la « loi sur le football », ni la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables aux infractions à certaines lois sociales, ne prévoit quelque chose d'approchant.

12. Article 4

Conseil : selon le Conseil, le projet ne donne pas d'éclaircissements quant à la question de savoir si la procédure telle que prévue par l'article 119bis, §§ 8 à 12, en projet s'applique aussi à la sanction prévue de suspension, retrait ou fermeture qui est infligée par le collège des bourgmestre et échevins et qui est prévue par l'article 119bis, § 2.

Réaction: d'accord.

L'intention du texte est claire. La procédure décrite aux paragraphes 8 à 12 n'est applicable qu'à l'imposition d'une amende administrative et elle ne s'applique donc pas aux sanctions administratives infligées par le collège des bourgmestre et échevins.

Afin toutefois d'éliminer tout malentendu à ce sujet et de tenir compte de la remarque du Conseil, ceci sera rendu plus clair par le remplacement aux paragraphes susmentionnés de la notion de sanction administrative par la notion d'amende administrative. Le recours devant le juge de police n'a donc clairement trait qu'à l'amende administrative et ne se rapporte pas aux autres sanctions prévues

blad van 21 juli 1994) een hoofdstuk IIIbis (« Politierechtbank ») ingevoegd in deel 3 (« Bevoegdheid ») van het Gerechtelijk Wetboek houdende een artikel 601bis dat als volgt luidt : « *De politierechtbank neemt kennis, ongeacht het bedrag, van alle vorderingen tot vergoeding van schade ontstaan uit een verkeersongeval zelfs indien het zich heeft voorgedaan op een plaats die niet toegankelijk is voor het publiek* », waardoor bijvoorbeeld aanrijdingen die op een private plaats gebeuren en dus een uitgesproken burgerlijk karakter hebben, voor de politierechtbank moeten worden gebracht.

Voor de procedure zullen dus de regels van het Gerechtelijk Wetboek moeten worden gevolgd. Dit betekent dat de politierechtbank zal worden gevat door een verzoekschrift en dus zullen de bepalingen van de artikelen 1025 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek moeten worden gevolgd.

De gemeente zal tussenkomen als verzoekende partij (of in het jargon van het Gerechtelijk Wetboek als « eiser » of « eisende partij ») in de procedure voor de politierechter wanneer zij meent zich te moeten voorzien tegen de beslissing van de bevoegde ambtenaar. Ten deze is het dus, in tegenstelling tot de bewering van de Raad, helemaal niet paradoxaal dat de gemeente tegen de beslissing van de bevoegde ambtenaar in beroep kan gaan. Het gaat dan uiteraard om een beslissing tot het *niet*-opleggen van een administratieve sanctie en door een ambtenaar die organiek *niet* behoort tot het gemeentepersoneel.

Buiten de buitengewone rechtsmiddelen, zoals het cassatieberoep, is de beslissing van de politierechtbank niet vatbaar voor een ander rechtsmiddel. Het is niet mogelijk verstek te laten gaan en dus verzet aan te tekenen. Degene die beroep aantekent is uiteraard belanghebbende partij. Wanneer zij niet verschijnt op haar eigen beroep zal dit niet ontvankelijk zijn. Het kan echter niet de bedoeling zijn dit alles in detail te voorzien want dan moet een soort van miniwetboek worden geschreven met de te volgen procedureregels. Ik moet vaststellen dat noch in de « voetbalwet », noch in de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuken op sommige sociale wetten iets dergelijks wordt voorzien.

12. Artikel 4

Raad : volgens de Raad laat het ontwerp in het duister of de procedure zoals die is voorzien in het ontworpen artikel 119bis, §§ 8 tot 12, ook van toepassing is op de door het college van burgemeester en schepenen opgelegde en bij artikel 119bis, § 2, voorziene sanctie van schorsing, intrekking of sluiting.

Reactie : akkoord.

De bedoeling van de tekst is duidelijk. Enkel op het opleggen van een administratieve *geldboete* is de in de paragraaf 8 tot en met 12 beschreven procedure van toepassing en dus niet op de administratieve sancties die worden opgelegd door het college van burgemeester en schepenen.

Teneinde evenwel elk misverstand dienaangaande weg te ruimen en tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad zal dit duidelijker worden gemaakt door in voormelde paragrafen het begrip administratieve sanctie te vervangen door het begrip administratieve geldboete. Het beroep bij de politierechter slaat dus duidelijk enkel op de administratieve geldboete en niet op de andere in het ontwerp

au projet. Pour ces dernières, la voie normale de recours devant le Conseil d'État reste ouverte.

13. Article 5

Conseil : d'après le Conseil, cette disposition n'est pas à sa place dans ce projet au motif que le titre de l'avant-projet fait mention de l'introduction de sanctions administratives et que l'article 5 en projet parle d'une mesure de police en extrême urgence.

Ensuite le Conseil est d'avis que l'article 134^{ter} en projet est extrêmement vague maintenant qu'il autorise le bourgmestre d'intervenir au « *cas où tout autre retard entraînerait un préjudice sérieux* ».

Enfin, le Conseil fait observer qu'aucune procédure n'est prévue pour permettre à celui qui fait l'objet d'une telle mesure, d'organiser sa défense.

Réaction : pas d'accord.

La remarque à propos de l'endroit où se situe cet article au sein de ce projet au motif que le titre du projet ne le justifie pas, ne peut être soutenue. Initialement, le but était d'ailleurs d'intituler le projet « projet de loi relative au droit de maintien communal », ce qui n'a pas été fait faute d'une traduction française efficace.

Rien n'empêche alors d'insérer au présent projet une disposition qui contient une mesure policière au bénéfice du bourgmestre. Dans un certain sens, l'on peut prétendre qu'une fermeture provisoire d'un établissement ou une suspension d'une autorisation est bel et bien une manière de sanctionner et peut dès lors parfaitement être intégré dans le présent avant-projet.

Il est correct mais inévitable que la condition dans laquelle le bourgmestre peut prendre cette mesure provisoire, à savoir que tout autre retard risque d'entraîner un préjudice grave, reste quelque peu vague. La censure de la jurisprudence et plus particulièrement celle du Conseil d'État devra y jouer. Force est de constater que déjà maintenant, en cas d'extrême urgence, *au cas où le moindre retard entraînerait un danger ou un préjudice sérieux aux habitants*, le bourgmestre a le droit de prendre des décisions qui peuvent être exécutées sur le champ (les articles 133 et 134 de la nouvelle loi communale)⁽¹⁾. Cela aussi requiert une appréciation concrète du bourgmestre.

La remarque relative à la procédure est un problème récurrent auquel il a déjà été fait allusion lorsqu'on traitait l'article 4, c'est-à-dire que ce ne peut pas être le but de détailler les procédures à suivre pour chacun des cas. Le bourgmestre concerné (ainsi que le collège des bourgmestres et échevins lorsque c'est lui qui prend la sanction) sera tenu par les principes généraux de bonne administration.

Afin toutefois de partiellement tenir compte de l'avis du Conseil d'État, il sera ajouté à l'article 134^{ter} rédigé, alinéa 1^{er}, que le contrevenant disposera de la possibilité d'avancer ses moyens de défense, par analogie avec l'article 7, deuxième alinéa, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives d'application aux infractions à certaines lois sociales.

⁽¹⁾ Muylle, K. en Serlippens, A., *Openbare Orde, Handboek ministerie van Binnenlandse Zaken*, Politeia, 1998, p. 33.

voorziene sancties. Voor deze laatste blijft de normale weg naar de Raad van State bestaan.

13. Artikel 5

Raad : volgens de Raad vindt deze bepaling zijn plaats niet in dit ontwerp onder de motivering dat de titel van het voorontwerp het heeft over het invoeren van administratieve sancties en het ontworpen artikel 5 het heeft over een politimaatregel bij hoogdringendheid.

Voorts meent de Raad dat het ontworpen artikel 134^{ter} bijzonder vaag is nu zij aan de burgemeester toelaat op te treden in « *het geval dat elke verdere vertraging een ernstig nadeel zou berokkenen* ».

Tot slot merkt de Raad op dat er geen enkele procedure is voorzien die toelaat aan degene die het voorwerp is van een dergelijke maatregel zijn verweer te voeren.

Reactie : niet akkoord.

De opmerking van de plaats in dit ontwerp van het artikel onder de motivering dat de titel van het ontwerp dat niet toelaat, kan niet worden gevolgd. Oorspronkelijk was het trouwens de bedoeling het ontwerp « ontwerp van wet inzake het gemeentelijk handhavingsrecht » te benoemen, hetgeen niet is gebeurd bij gebreke aan een afdoende Franse vertaling.

Niets belet dus in het voorliggend ontwerp ook een bepaling in te voegen die een politimaatregel inhoudt ten behoeve van de burgemeester. In zekere zin kan gesteld worden dat ook een voorlopige sluiting van een instelling of schorsing van een vergunning toch een vorm van sanctionnerend optreden is en derhalve perfect zijn plaats kan vinden in voorliggend voorontwerp.

Dat de voorwaarde waaronder de burgemeester deze voorlopige maatregel kan nemen, met name dat elke verdere vertraging een ernstig nadeel zou kunnen berokkenen, een zekere vaagheid vertoont is juist, maar onontkoombaar. Hier zal de censuur van de rechtspraak en meer bepaald van de Raad van State moeten functioneren. Er weze opgemerkt dat ook thans reeds, in geval van hoogdringendheid, *wanneer het geringste uitstel gevaar of schade voor de ingezetenen zou kunnen veroorzaken*, de burgemeester het recht heeft beslissingen te nemen die onmiddellijk kunnen worden uitgevoerd (artikelen 133 en 134 van de nieuwe gemeentewet)⁽¹⁾. Ook dat vereist een appreciatie *in concreto* van de burgemeester.

De opmerking nopens de procedure is een weerkerend probleem waarop ook reeds bij de bespreking van artikel 4 is gealludeerd, met name dat het niet de bedoeling kan zijn voor elk van die gevallen een gedetailleerde procedure uit te schrijven. De betrokken burgemeester (en ook het college van burgemeester en schepenen wanneer zij de sanctie neemt) zal zich moeten houden aan de algemene beginselen van behoorlijk.

Teneinde evenwel voor een stuk in te gaan op het advies van de Raad van State zal in het ontworpen artikel 134^{ter}, eerste lid, worden toegevoegd dat de overtreder de mogelijkheid krijgt zijn verweermiddelen naar voren te brengen, naar analogie met artikel 7, tweede lid, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten.

⁽¹⁾ Muylle, K. en Serlippens, A., *Openbare Orde, Handboek ministerie van Binnenlandse Zaken*, Politeia, 1998, blz. 33.

14. *Article 6*

Conseil : Le Conseil répète ici sa remarque sous l'article 5. En outre, le Conseil formule des remarques à propos de la notion de « dérangement public » qui selon lui ne diffère pas de celle d'« ordre public » et il affirme que les exemples avancés à l'exposé des motifs peuvent bien être classés sous la notion d'ordre public. Selon le Conseil, il vaudrait mieux modifier la notion de « tranquillité publique ».

Réaction : pas d'accord.

Pour ce qui est de l'allégation comme quoi la disposition de l'article 6 ne « conviendrait » pas dans le présent projet, je renvoie au commentaire fait à l'article 5. Finalement cette remarque touche plutôt à la forme qu'au contenu.

Que la notion de « *dérangement public* » soit une notion relativement vague, est évidemment correct. Il est clair que le contenu plus concret différera du cas au cas, en fonction des circonstances concrètes du cas. La notion devra alors être affinée par la jurisprudence, tel qu'il arrive d'ailleurs pour tant de notions juridiques. En guise d'exemple, nous pouvons citer la notion d'« *ordre public* » sur laquelle il existe une jurisprudence abondante du Conseil d'État, ou la notion de « *bonne foi* » provenant du droit civil.

Il en vaudra de même pour la notion de dérangement public. Il est clair qu'il y a bon nombre d'exemples de dérangement où l'ordre public (dans le sens que lui ont donné la jurisprudence et la doctrine) n'est pas perturbé, d'autant plus que la notion même d'ordre public n'est pas univoque du tout : « *een degelijke allesomvattende definitie geven van het begrip « openbare orde » blijkt een onmogelijke taak. Waarschijnlijk is dit ook de reden waarom de wetgever dit nog steeds niet gedaan heeft. In het verleden werd zelfs al door de minister van Binnenlandse Zaken zelf geponeerd dat de openbare orde een politiek en geen juridisch begrip is, waarbij de morele waarden en de politieke en filosofische overtuiging van de bevoegde administratieve overheid een belangrijke rol spelen* »⁽¹⁾. La même piste peut être suivie pour la notion de « dérangement public ». L'exemple cité dans l'exposé des motifs à propos de la situation de dérangement autour d'une grosse discothèque n'est pas nécessairement un cas de perturbation de la tranquillité publique, contrairement à la vision du Conseil d'État. Le va-et-vient continu de voitures (éventuellement démarrant sur les chapeaux de roue), uriner dans des boîtes à lettres, dans des jardins, à des lieux publics comme des trottoirs, laisser traîner toutes sortes de petits déchets ménagers (par exemple des cornets de frites, vides ou non, ou des mégots de cigarettes ou des gobelets en plastique traînant partout), etc. sont tous des exemples de cas pas forcément susceptibles d'être qualifiés d'infractions à l'ordre public ou de constituer un autre délit quelconque.

Une (re)définition de la notion de la « tranquillité publique », comme le suggère le Conseil et dont s'est abstenu jusqu'au jour d'aujourd'hui le législateur (justement parce qu'il est probablement impossible de trouver une définition probante), n'apporte pas de solution, puisque cette notion précisément, tout comme celle de « dérangement » n'est

14. *Artikel 6*

Raad : de Raad herhaalt hier haar opmerking onder artikel 5. Verder maakt de Raad opmerkingen bij het begrip « openbare overlast » dat volgens haar niet verschilt van het begrip « openbare orde » en dat de voorbeelden die worden gegeven in de memorie van toelichting wel degelijk onder het begrip openbare rust valt. Volgens de Raad zou beter het begrip « openbare rust » worden gewijzigd.

Reactie : niet akkoord.

Voor de bewering dat de bepaling van artikel 6 niet zou « passen » in onderhavig voorstel verwijs ik naar het commentaar bij artikel 5. Uiteindelijk is dat een meer formele dan wel inhoudelijke opmerking.

Dat het begrip « *openbare overlast* » een relatief vaag begrip is, is natuurlijk juist. Het is duidelijk dat de meer concrete inhoud van geval tot geval zal verschillen, afhankelijk van de concrete omstandigheden van de zaak. Het begrip zal dan ook moeten worden verfijnd door de rechtspraak, zoals dat trouwens met zovele juridische begrippen het geval is. Bij wijze van voorbeeld kunnen wij het begrip « *openbare orde* » citeren waar de rechtspraak van de Raad van State veelvuldig is, of het begrip « *goede trouw* » uit het burgerlijk recht.

Dit zal dus ook hier zo zijn bij het begrip openbare overlast. Het is duidelijk dat er tal van voorbeelden zijn van overlast waarbij de openbare orde (in zijn betekenis die de rechtspraak en rechtsleer eraan heeft gegeven) niet wordt verstoord, temeer daar ook het begrip openbare orde zelf allerminst éénduidig is : « *een degelijke allesomvattende definitie geven van het begrip « openbare orde » blijkt een onmogelijke taak. Waarschijnlijk is dit ook de reden waarom de wetgever dit nog steeds niet gedaan heeft. In het verleden werd zelfs al door de minister van Binnenlandse Zaken zelf geponeerd dat de openbare orde een politiek en geen juridisch begrip is, waarbij de morele waarden en de politieke en filosofische overtuiging van de bevoegde administratieve overheid een belangrijke rol spelen* »⁽¹⁾. Een zelfde denkpiste kan worden gevolgd voor het begrip « openbare overlast ». Het voorbeeld dat in de memorie van toelichting werd gegeven in verband met de toestand van overlast aan een megadancing is, in tegenstelling tot de visie van de Raad van State, allerminst noodzakelijkerwijze een geval van verstoring van de openbare rust. Het gewoon voortdurend af en aan rijden van wagens (al dan niet met gierende banden), het urineren in brievenbussen, in tuinen, op publieke plaatsen zoals voetpaden, het achterlaten van allerlei klein huishoudelijk afval (bijvoorbeeld al dan niet lege zakken frieten of sigarettenpeuken of plastieken drinkbekers die overal rondslingeren) enz. zijn evenzoveel voorbeelden van gevallen die niet noodzakelijk kunnen worden gecatalogeerd onder inbreuken op de openbare orde of enig ander misdrijf uitmaken.

Het is daarbij geen oplossing het begrip « openbare rust » te (her)definieren, zoals de Raad suggereert, hetgeen de wetgever overigens tot op heden heeft nagelaten (precies omdat het wellicht onmogelijk is een sluitende definitie te vinden) omdat juist ook dat begrip, net zoals « overlast » niet volstrekt definieerbaar is en er bovendien altijd

⁽¹⁾ Muylle, K. en Serlippens, A., *Openbare Orde, Handboek ministerie van Binnenlandse Zaken, Politeia*, 1998, pp. 14 et 15.

⁽¹⁾ Muylle, K. en Serlippens, A., *Openbare Orde, Handboek ministerie van Binnenlandse Zaken, Politeia*, 1998, blz. 14 en 15.

pas absolument définissable et qu'en outre, il y aura toujours des cas qui peuvent être considérés comme du dérangement mais pas comme des infractions à la tranquillité publique.

Un septième article a été ajouté à dessein à l'article 135, § 2, qui impose aux communes l'obligation de prendre des mesures contre toutes sortes de dérangement public, précisément parce que cette notion est plus large que de pourvoir à une « bonne police » proposé par l'alinéa 1^{er} du § 2 de l'article 135. C'est en outre précisément le Conseil d'État qui, de longue date, fait la distinction entre l'« *ordre public moral* » et l'« *ordre public matériel* », qui, d'après le Conseil, ne permet pas aux communes d'intervenir lorsque, dans sa vision, ce n'est que l'ordre public moral qui est compromis. Ainsi le Conseil est d'avis qu'une discothèque ne peut être fermée en raison de la présence de mineurs, d'utilisation de drogues ou de détention d'armes. Une fermeture par la commune d'un établissement n'est justifiée que lorsqu'il est démontré qu'il existe également du dérangement en dehors de l'établissement en question. En la matière, le Conseil d'État impose aux communes une charge de la preuve relativement lourde et il veille rigoureusement à ce que la décision de fermeture soit motivée suffisamment par des éléments de fait démontrant la perturbation de l'ordre matériel dans la commune ⁽¹⁾. À l'heure actuelle, on veut donner un peu plus de liberté de manœuvre à la commune dans sa politique locale de sécurité en acceptant comme motivation d'une certaine mesure le simple renvoi à l'existence de dérangement public sans impérativement devoir fournir la preuve de l'infraction à l'ordre public matériel.

Il ne peut donc pas être donné de suite positive aux remarques du Conseil d'État.

15. Conclusions finales

1. *Conseil* : Selon le Conseil, le texte « contient un grand nombre d'erreurs de langue et d'approximations juridiques ».

Réaction : le Conseil n'indique pas où ce grand nombre d'erreurs de langue et d'approximations juridiques se trouvent exactement dans le texte, à l'exception de celles qu'il indique concrètement. Faute de quoi on ne tiendra compte que de celles énumérées par le Conseil, lesquelles je me dois de qualifier principalement de corrections de langue pures et simples.

L'article 119bis rédigé :

Paragraphe 1^{er} : on écrira « *straffen stellen* » au lieu de « *straffen voorzien* » : **d'accord**.

Paragraphe 2 : on écrira « *afgegeven toestemming* » au lieu de « *afgeleverde toelating* ». **Pas d'accord**.

Cette modification est moins claire et n'est pas acceptée. D'après le dictionnaire de Van Dale, *tiende editie*, 1976, « *toelating* » signifie entre autres : « *toestemming tot iets* », « *het goedvinden, het toestaan* » et dans la langue flamande même simplement « *toestemming* », alors que « *toestemming* » signifie selon le Van Dale « *instemming of goedkeuring* ».

gevallen zullen zijn die wel als overlast kunnen worden aanzien maar niet als een inbreuk op de openbare rust.

Doelbewust werd hier een zevende lid toegevoegd aan artikel 135, § 2, dat de gemeenten de verplichting oplegt maatregelen te nemen tegen allerlei gevallen van openbare overlast, juist omdat dit begrip ruimer is dan te voorzien in een « goede politie » zoals het eerste lid van § 2 van artikel 135 stelt. Bovendien is het precies de Raad van State die sinds oudsher het onderscheid maakt tussen de « *morele openbare orde* » en de « *materiële openbare orde* », waarbij volgens de Raad de gemeenten niet kunnen optreden wanneer, in haar visie, enkel de morele openbare orde in het gedrang is. Zo kan volgens de Raad een dancing niet worden gesloten omwille van de aanwezigheid van minderjarigen, omwille van druggebruik of wapenbezit. Een gemeentelijke sluiting van een instelling is pas gewettigd wanneer aangetoond wordt dat er ook overlast veroorzaakt wordt buiten het kwestieuze etablissement. De Raad van State legt de gemeenten in dat verband een vrij zware bewijslast op en ziet er streng op toe dat de sluitingsbeslissing voldoende gemotiveerd wordt door feitelijke elementen die aantonen dat de materiële orde in de gemeente werd verstoord ⁽¹⁾. Het is thans de bedoeling de gemeente wat meer armslag te geven voor het voeren van een lokale veiligheidsbeleid door toe te laten als motivering voor een bepaalde maatregel te verwijzen naar het bestaan van openbare overlast zonder noodzakelijkerwijze het bewijs van inbreuk op de materiële openbare orde te moeten leveren.

Er kan dus niet worden ingegaan op de opmerkingen van de Raad van State.

15. Slotopmerkingen

1. *Raad* : volgens de Raad bevat de tekst « tal van taalfouten en juridische onnauwkeurigheden ».

Reactie : de Raad maakt, behoudens degene die ze concreet aangeeft, niet duidelijk waar die vele taalfouten en onnauwkeurigheden zich bevinden in de tekst. Bij gebreke hieraan zal dan ook enkel worden ingegaan op degene die de Raad opsomt, waarbij ik moet vaststellen dat het in hoofdzaak om zuivere taalcorrecties gaat.

Ontworpen artikel 119bis :

Paragraaf 1 : men schrijve « *straffen stellen* » in plaats van « *straffen voorzien* » : **akkoord**.

Paragraaf 2 : men schrijve « *afgegeven toestemming* » in plaats van « *afgeleverde toelating* ». **Niet akkoord**.

Deze wijziging is minder duidelijk en wordt niet aanvaard. Volgens Van Dale, *tiende editie*, 1976, betekent toelating onder meer : « *toestemming tot iets* », « *het goedvinden, het toestaan* » en in de Zuid-Nederlandse taal zelfs gewoon « *toestemming* », terwijl « *toestemming* » volgens Van Dale « *instemming of goedkeuring* » betekent.

⁽¹⁾ Vander Beken, T., *Over sluitingen en sluitingsuren*, Panopticon, 1994, p. 405.

⁽¹⁾ Vander Beken, T., *Over sluitingen en sluitingsuren*, Panopticon, 1994, blz. 405.

Dans ce cas, il est clair que le sens est plutôt celui de « *toelating* » puisqu'il renvoie plutôt à un document écrit et qu'il a en outre la même signification que « *toestemming* ».

On ne perçoit alors pas la plus-value de la modification suggérée par le Conseil.

Paragraphe 4 : on écrira « *gestelde sancties* » au lieu de « *voorzienende sancties* » ainsi que « *eerst* » au lieu de « *slechts* » : **d'accord**.

Paragraphe 5 : on écrira « *evenredig met de ernst van de feiten* » au lieu de « *proportioneel in functie van de zwaarte van de feiten* ». **Pas d'accord**.

Comme il a été indiqué dans l'exposé, mon intention a toujours été d'arriver à un texte qui se rapproche le plus possible à la « loi sur le football ». Or, une disposition textuellement identique était reprise dans l'avant-projet relatif à la sécurité lors des matches de football (Doc. Parl., Chambre, 1997-1998, n° 1572/1, p. 36), notamment dans l'article 29, §2. À l'époque, cette disposition n'a pas donné lieu à un commentaire quelconque de la part du Conseil.

Il est alors préférable de se tenir autant que possible à une disposition légale existante.

Paragraphe 7 : On écrira au premier alinéa « *toege-stuurd aan* » au lieu de « *toegestuurd naar* » ainsi que « *overgezonden* » au lieu de « *overgemaakt* ». La dernière remarque vaut aussi, *mutatis mutandis*, pour le projet entier : **d'accord**.

Paragraphe 8 : le mot « *sanctioneren* » signifie d'après *Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal*, « *sanctie verlenen aan, syn. goedkeuren, bekrachtigen* » et « *waarborgen* ». Dans un texte législatif, le terme « *sanctioneren* » ne peut donc être utilisé dans le sens de « *bestraf-fen* ». Cette remarque vaut pour le projet entier. **Pas d'accord**.

Selon *Van Dale*, « *sanctioneren* » signifie donc aussi « *sanctie verlenen aan* ». Or, c'est ce sens qui est visé par le présent projet. En outre, tout comme dans la « loi sur le football », on a intentionnellement utilisé le mot « *sanctioneren* » à chaque fois qu'on parle du droit de maintien administratif. Dans une procédure pénale, on n'utilise pas les propos « *sanctie* » ou « *sanctioneren* » mais bien « *straf* » et « *(be)straffen* », afin précisément de faire la distinction nette entre la voie administrative de la « *sanctie* » d'une part et la voie pénale de la « *straf* » d'autre part. Ainsi ces deux voies se distinguent également très nettement par l'emploi des mots.

Paragraphe 9 : Dans le deuxième alinéa, le mot « *desgevallend* » devrait être remplacé par les propos « *in voorkomend geval* ». **D'accord**.

2. *Conseil* : du point de vue de la légistique formelle, des améliorations peuvent être apportées.

Réaction : ici aussi, on ne peut traiter que les exemples concrets cités par le Conseil :

a) à l'article 2, on écrira : « ... les alinéas 4 et 7 sont abrogés » : **d'accord**;

b) à l'article 119bis, §1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, on écrira : « ... contre les infractions à ses règlements et ordonnances ». La même observation vaut pour le paragraphe 2 : **d'accord**;

Hier est clairement daté eerder toelating wordt bedoeld vermits dit meer verwijst naar een schriftelijk document en bovendien ook hetzelfde betekent als « toestemming ».

Men ziet dus de meerwaarde van de door de Raad gesug-gereerde wijziging niet in.

Paragraaf 4 : men schrijve « gestelde sancties » in plaats van « voorziene sancties » alsook « eerst » in plaats van « slechts » : **akkoord**.

Paragraaf 5 : men schrijve « evenredig met de ernst van de feiten » in plaats van « proportioneel in functie van de zwaarte van de feiten ». **Niet akkoord**.

Zoals in de memorie is aangegeven is het altijd mijn bedoeling geweest zo dicht mogelijk aan te leunen bij de « voetbalwet ». Welnu, een tekstueel identieke bepaling was opgenomen in het voorontwerp betreffende de veilig-hed bij voetbalwedstrijden (Parl. Stuk, Kamer, 1997-1998, n° 1572/1, blz. 36), met name in het artikel 29, § 2. Deze bepaling gaf toen geen aanleiding tot enig commentaar vanwege de Raad.

Het is dan ook verkieslijk zich zo veel als mogelijk te houden aan een bestaande wettelijke bepaling.

Paragraaf 7 : In het eerste lid schrijve men « toege-stuurd aan » in plaats van « toegestuurd naar » alsook « overgezonden » in plaats van « overgemaakt ». De laatste opmerking geldt *mutatis mutandis* voor heel het ontwerp : **akkoord**.

Paragraaf 8 : het woord « sanctioneren » betekent vol-gens *Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal*, « *sanctie verlenen aan, syn. goedkeuren, bekrachtigen* » en « *waarborgen* ». De term « sanctioneren » kan in een regel-gevende tekst dus niet in de betekenis van « bestraffen » worden gebruikt. Deze opmerking geldt voor heel het ont-werp. **Niet akkoord**.

Volgens *Van Dale* betekent « sanctioneren » dus ook « *sanctie verlenen aan* ». Welnu, het is deze betekenis die in voorliggend ontwerp wordt bedoeld. Bovendien is, net zoals in de « voetbalwet » doelbewust het woord « *sanctioneren* » gebruikt telkens wanneer men het heeft over admi-nistratiefrechtelijke handhaving. Wanneer men in een strafrechtelijke procedure zit, wordt niet de term « sanc-tie » of « *sanctioneren* » gebruikt maar wel « *straf* » en « *(be)straffen* », juist om duidelijk het onderscheid te ma-ken tussen enerzijds de bestuurlijke weg van de « *sanctie* » en anderzijds de penale weg van de « *straf* ». Op die manier worden ook in het woordgebruik de twee wegen duidelijk van elkaar onderscheiden.

Paragraaf 9 : In het tweede lid zou het woord « *desgeval-lend* » vervangen moeten worden door de woorden « *in voorkomend geval* ». **Akkoord**.

2. *Raad* : wetgevingstechnisch kunnen er verbeterin-gen worden aangebracht.

Reactie : ook hier kan alleen maar worden ingegaan op de door de Raad concreet gegeven voorbeelden :

a) schrijve men in artikel 2 : « ... worden het vierde en het zevende lid opgeheven » : **akkoord**;

b) schrijve men in het ontworpen artikel 119bis, § 1, eerste lid : « De Raad kan straffen stellen » in plaats van « De Raad kan straffen voorzien »; in paragraaf 2, eerste lid, schrijve men : « de volgende ... sancties » in plaats van « volgende ... sancties » : **akkoord**;

c) à l'article 119*bis*, § 2, en projet, on remplacera le mot « que » par le mot « et » et l'on écrira « le collège des bourgmestre et échevins » : **d'accord**;

d) à l'article 119*bis*, § 9, alinéa 2, *in fine*, en projet, les mots « conformément à sa requête en vertu de l'alinéa 1^{er}, 2^o, de ce paragraphe » sont inutiles et seront omis : **d'accord**;

e) afin de donner plus de cohérence au texte en projet, il est suggéré de préciser, à l'article 119*bis*, § 2, alinéa 2, en projet, que l'amende administrative est infligée par le fonctionnaire désigné à cette fin par la commune, « ci-après dénommé le fonctionnaire » : **d'accord**.

Ce fonctionnaire ne peut être le même que celui qui constate les infractions : **d'accord**.

*Le vice-premier ministre et
ministre de l'Intérieur,*

L. VAN DEN BOSSCHE

c) behoort in het ontworpen artikel 119*bis*, § 2, het woord « als » vervangen te worden door het woord « en » : **akkoord**;

d) moeten in het ontworpen artikel 119*bis*, § 9, tweede lid, de woorden « conform zijn verzoek krachtens het eerste lid, 2^o, van deze paragraaf » als overbodig vervallen : **akkoord**;

e) ... om meer samenhang te brengen in de ontworpen tekst, wordt voorgesteld in het ontworpen artikel 119*bis*, § 2, tweede lid, te bepalen dat de administratieve geldboete opgelegd wordt door de ambtenaar die daartoe door de gemeente is aangewezen, gevolgd door de vermelding « hierna te noemen de ambtenaar » : **akkoord**.

Die ambtenaar mag niet dezelfde zijn als diegene die de strafbare feiten constateert : **akkoord**.

*De vice-eerste minister en
minister van Binnenlandse Zaken*

L. VAN DEN BOSSCHE